

LA PRESCRIPTION

au profit de l'Etat

des Coupons, Valeurs mobilières
et Dépôts en Banque

(Loi du 25 Juin 1920, article 111)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 22 Mai 1925 à 15 heures 30

PAR

DANIEL LAROCHE

Docteur ès-Sciences politiques et économiques

Président : M. PIÉDELIEVRE, Professeur.

Suffragants : MM. LÉVY-ULLMANN, Professeur.
RIPERT, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925

LA PRESCRIPTION

au profit de l'Etat

des Coupons, Valeurs mobilières

et Dépôts en Banque

(Loi du 25 Juin 1920, article 111)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA PRESCRIPTION

au profit de l'Etat

des Coupons, Valeurs mobilières et Dépôts en Banque

(Loi du 25 Juin 1920, article 111)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 22 Mai 1925 à 15 heures 30

PAR

DANIEL LAROCHE

Docteur ès-Sciences politiques et économiques.

Président : M. PIÉDELIÈVRE, Professeur.
Suffragants : MM. LÉVY-ULLMANN, Professeur.
RIPERT, Professeur.

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925



INTRODUCTION

Dans le but de procurer à l'Etat les ressources considérables dont il avait besoin, le législateur a dû recourir, dans ces dernières années, aux dispositions les plus diverses, souvent aussi les plus exceptionnelles, pour drainer vers le Trésor les sommes nécessaires à la marche des services publics.

Parmi ces dispositions ne présentant pas toujours un caractère nettement fiscal mais réagissant sur les règles fondamentales de notre droit, on doit signaler d'une façon particulière la loi du 25 juin 1920 portant création de nouvelles ressources fiscales. Cette loi a posé, dans son article 111, le principe tout nouveau de l'attribution au Trésor public du montant des coupons, intérêts et dividendes atteints par la prescription quinquennale (alinéa 1), des valeurs mobilières atteintes par la prescription trentenaire (alinéa 2) et des dépôts et avoirs en banque qui n'ont fait l'objet, de la part des ayants-droit, d'aucune opération ou réclamation depuis trente ans (alinéa 3).

L'article 111 de la loi du 25 juin 1920, suivi d'un

décret d'administration publique du 14 Mai 1921 et d'une instruction de l'Enregistrement, constitue indiscutablement une véritable atteinte aux principes consacrés par le droit civil en matière de prescription. Celle-ci qui bénéficie aux débiteurs lorsque leurs créanciers demeurent, pendant un certain laps de temps, sans exercer leurs droits se trouve désormais détournée au profit de l'Etat. Mais on va beaucoup plus loin et l'on prétend que la législation nouvelle n'a pas seulement pour effet d'entraîner un déplacement de la prescription du droit commun, une substitution dans la personne du bénéficiaire, l'Etat au lieu des débiteurs, mais de créer, d'instituer une prescription toute particulière, ou plutôt un droit particulier au profit de l'Etat qui serait fondé maintenant à prescrire la propriété même des valeurs mobilières lorsque le propriétaire n'aurait fait sur elles pendant trente années aucune opération. Cette prétention légale que d'ailleurs les termes de la loi insuffisamment précis ne sauraient justifier est en opposition manifeste avec le Code civil.

Nous nous proposons, précisément, dans cette étude, d'analyser à la lumière des principes de notre Droit les conditions de la nouvelle prescription établie au profit de l'Etat, tant pour les coupons et valeurs mobilières que pour les dépôts en banque,

de montrer dans quelle mesure les dispositions de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920 dérogent au Droit commun, et de déterminer les conséquences de ces dérogations.

Après avoir commenté les différents textes relatifs à la question — loi du 25 juin 1920, art. 111, décret du 14 Mai 1921, instruction de l'Enregistrement du 1^{er} juin 1921 —, indiqué les remarques qu'ils suggèrent à première lecture, et en avoir apprécié le sens général (Chapitre I), nous procéderons à un examen critique de chacune de leurs dispositions (Chapitre II), nous nous appliquerons ensuite à déterminer les obligations qui incombent désormais aux établissements visés par la loi (Chapitre III). Il ne restera enfin qu'à préciser (Chapitre IV) différents points de détail relatifs notamment à la détermination de la compétence, aux pénalités, à la non-rétroactivité de l'article 111, et aux mesures d'exécution prises par les sociétés et collectivités assujetties et en particulier par les établissements de banque.

CHAPITRE PREMIER

LA NOUVELLE LÉGISLATION

L'article 111 de la loi du 25 juin 1920 (Journal Officiel du 26 Juin 1920) déclare définitivement acquis à l'Etat, exception faite pour les sociétés d'habitation à bon marché :

1°) Le montant des coupons, intérêts ou dividendes atteints par la prescription quinquennale et afférents à des actions ou à des obligations négociables émises par toute société commerciale ou civile ou par toute collectivité soit privée, soit publique ;

2°) Les actions, parts de fondateurs, obligations ou autres valeurs mobilières des mêmes sociétés ou collectivités lorsqu'elles sont atteintes par la prescription trentenaire ;

3°) Les dépôts de sommes d'argent et, d'une manière générale, tous avoirs en espèces dans les banques, les établissements de crédit et tous autres établissements qui reçoivent des fonds en dépôt ou en compte courant, lorsque ces dépôts ou avoirs n'ont

fait l'objet, de la part des ayants-droit, d'aucune opération ou réclamation depuis trente années.

Les agents de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ont droit de prendre communication au siège des banques, établissements ou collectivités visés au présent article ou dans leurs agences ou succursales, de tous registres, délibérations et documents quelconques pouvant servir au contrôle des sommes ou titres à remettre à l'Etat.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application des dispositions ci-dessus.

Toute contravention aux dispositions du présent article ou du règlement d'administration publique prévu au paragraphe précédent sera punie d'une amende de 100 francs à 5.000 francs augmentée, le cas échéant, d'une somme égale au montant des coupons, intérêts, dividendes, dépôts ou avoirs ou à la valeur nominale des titres pour le versement ou la remise desquels une omission, une dissimulation ou une fraude quelconque aura été commise au préjudice de l'Etat par la société, la collectivité ou l'établissement intéressé.

L'exposé des motifs du projet de loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales montre (pages 97-98), relativement à l'article 98 (devenu

l'article III de la loi), quelles ont été les intentions du législateur. Nous reviendrons, dans notre seconde partie, sur la valeur des arguments invoqués par le Gouvernement. Nous nous bornerons, ici, à les indiquer brièvement sans y joindre les commentaires qu'ils nécessitent ni les critiques qu'ils soulèvent.

L'exposé des motifs rappelle, tout d'abord, les règles applicables d'après le droit commun en matière de prescription. Les sociétés ou collectivités qui ont émis des actions ou des obligations négociables peuvent opposer la prescription pour tous les coupons, intérêts ou dividendes non payés depuis plus de 5 ans, et afférents à ces actions ou obligations. Elles sont également en droit d'exciper de la prescription pour le capital des mêmes valeurs après 30 ans écoulés depuis la délivrance des titres sans réclamation des ayants droit. Mais la prescription libératoire qui, d'une manière générale, peut se justifier pour les créances ordinaires, ne paraît pas admissible, lorsqu'il s'agit de valeurs mobilières. Cette prescription, telle qu'elle est établie par le Code civil, est en effet fondée sur une présomption d'extinction de l'obligation, spécialement sur une présomption de paiement, ainsi que sur une raison d'ordre public. Or, ni l'un ni l'autre de ces motifs ne sont applicables aux valeurs mobilières lesquelles n'existaient

d'ailleurs pas à l'époque de la rédaction du Code civil.

Les sociétés qui émettent des actions ou des obligations sont, toutes sans exception, tenues d'avoir une comptabilité régulière ; elles savent pertinemment si elles se sont ou non libérées et elles ne peuvent équitablement invoquer la présomption de paiement pour le montant de coupons ou de capitaux non passés en dépenses dans les écritures. D'autre part, si l'ordre public s'oppose à l'accumulation, au préjudice de particuliers, de dettes non payées, rien ne peut justifier que les sociétés émettrices d'actions ou d'obligations s'approprient le montant des intérêts ou du capital de ces valeurs pour le seul motif que le propriétaire desdites valeurs ne se fait pas connaître et ne réclame pas le paiement.

En réalité, on se trouve ici en présence de biens vacants et sans maître qui doivent revenir à l'Etat par application de la règle générale inscrite dans l'article 539 du Code civil. Il semble dès lors qu'il y ait lieu d'édicter cette règle par un texte formel, et de s'opposer ainsi à ce que les sociétés ou collectivités auxquelles ont été prêtés les capitaux puissent s'approprier ces biens et profiter d'un enrichissement sans cause.

En faisant remettre, après les délais de prescrip-

tion, ces valeurs à l'Etat, non seulement on adopte la seule solution qui puisse se justifier au point de vue de la morale et de l'équité, mais on évite aux sociétés et collectivités en cause d'être soupçonnées de ne pas faire, dans un but d'intérêt personnel, toutes les recherches nécessaires pour retrouver les véritables propriétaires.

Ces remarques préalables formulées, le Gouvernement propose de décider que le montant des coupons et dividendes et les titres négociables atteints par la prescription soient désormais attribués à l'Etat, que les intérêts soient inscrits directement parmi les recettes du budget et que les titres dont les duplicata seront remis au Domaine soient ou négociés ou conservés pour être vendus ultérieurement au mieux des intérêts du Trésor. D'autre part, par application des dispositions en vigueur, les sommes déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations sont acquises à l'Etat lorsqu'il s'est écoulé un délai de 30 ans sans que le compte auquel ces sommes ont été portées ait donné lieu à une opération de versement ou de remboursement ou sans qu'il ait été signifié à la Caisse des Dépôts une réquisition de paiement ou un acte interruptif de prescription (Loi du 16 Avril 1895, art. 43). De même, l'article 20 de la loi du 20 Juillet 1895 déclare définitivement prescrites, à l'é-

gard des déposants, les sommes déposées dans les Caisses d'Epargne et qui n'ont donné lieu, depuis 30 ans, à aucun remboursement ni à aucune opération faite sur la demande du déposant.

Aucune disposition analogue n'ayant été jusqu'à présent édictée en ce qui touche les dépôts de sommes d'argent faits dans les banques ou les établissements de crédit, il a paru au Gouvernement que le moment était venu de compléter sur ce point la législation et d'attribuer à l'Etat, après trente années, les soldes créditeurs des comptes abandonnés dans les banques. Il serait en effet inadmissible, a-t-on dit, de laisser les établissements de crédit accumuler ces dépôts abandonnés dans leurs caisses et en conserver la libre disposition.

De même que les fonds déposés dans les caisses d'épargne ou à la Caisse des dépôts et plus peut-être que ces fonds, les sommes déposées dans les banques et qui n'ont fait l'objet d'aucune intervention des ayants droit pendant trente ans, doivent, après un laps de temps aussi considérable, être considérées comme biens vacants et sans maître et être mises à la disposition de l'Etat.

L'article 98 (devenu l'article 111), que le Gouvernement soumettait aux délibérations de la Chambre des Députés, contenait en conséquence une dis-

position attribuant formellement à l'Etat les sommes dont il s'agit.

Le Gouvernement évaluait, d'ailleurs d'une manière approximative, les ressources que l'ensemble des nouvelles dispositions était susceptible de procurer à l'Etat. Voici en quels termes s'exprimait l'exposé des motifs. « Pour les coupons, il semble que l'on puisse prendre pour base le montant des arrérages de rentes sur l'Etat portés au compte des portions non réclamées. En 1913, pour un total de rentes de 757.822.000 francs, les arrérages inscrits aux portions non réclamées se sont élevés à 1.858.500 francs représentant une proportion de 0.245 0/0. Il ne paraît pas excessif, dans ces conditions, d'évaluer à 5 millions de francs les coupons de toutes les autres valeurs mobilières atteints chaque année par la prescription quinquennale.

En ce qui concerne le capital des mêmes valeurs, il représente environ vingt fois le montant des coupons, soit 100 millions. Sur ce total de valeurs, il ne paraît pas exagéré de supposer que 1/10 au moins, représentant 10 millions de francs, se trouvera atteint chaque année par la prescription trentenaire.

Quant aux dépôts de sommes d'argent abandonnés dans les banques, il convient d'établir une distinction entre les dépôts à verser au Domaine la pre-

mière année d'application de la loi et ceux à verser dans les années ultérieures.

Les premiers devaient comprendre, disait-on, toutes les sommes abandonnées dans les banques et établissements de crédit depuis plus de trente ans, et notamment parmi ces dépôts, ceux qui étaient abandonnés depuis quarante, cinquante ans et plus. Quant à l'avenir, les versements à faire au Domaine ne porteraient que sur des dépôts abandonnés exactement depuis trente années. Le premier versement correspondant à une liquidation du passé serait donc de beaucoup le plus important. Lors de la première année d'application de la loi du 16 juillet 1895 concernant les dépôts abandonnés des caisses d'épargne, les premiers dépôts s'étaient élevés à un total de 6.632.815. Les années suivantes, notamment en 1912 et en 1913, les dépôts abandonnés avaient oscillé entre 500.000 et 560.000 francs sur un total de dépôts d'environ 4 milliards de francs. On évaluait dès lors à 12 millions de francs les dépôts abandonnés dans les banques à verser la première année d'application de la loi, et à un million de francs les dépôts à verser les années suivantes.

Pour conclure, l'exposé des motifs évaluait les nouvelles ressources à un total de 27 millions de francs, savoir :

Coupons atteints par la prescription quinquennale	5 millions
Titres atteints par la prescription trentenaire ..	10 —
Dépôts abandonnés dans les banques et établissements de crédit depuis plus de 30 ans	12 —
Soit un total égal à	<u>27 millions</u>

Telles sont, d'après l'exposé des motifs, les grandes lignes générales de la législation nouvelle. On a voulu attribuer à l'Etat le montant des coupons, intérêts, dividendes non réclamés pendant cinq ans, et aussi le montant du capital lui-même des titres prescrit au bout de trente ans. Dans ces deux cas, il est bien exact que les sociétés et, d'une façon générale, toutes les collectivités ayant émis des actions ou des obligations négociables pouvaient opposer, après cinq ans, la prescription des coupons par application de l'article 2277 du Code civil, et, après trente ans, la prescription du capital des actions et obligations, par application de l'article 2262 du Code civil. Mais il est dès maintenant nécessaire, avant d'examiner le troisième chef de l'article 111 concernant les sommes et dépôts en banque, d'analyser plus minutieusement l'argumentation sur laquelle l'exposé des motifs s'appuie pour justifier la substitution de l'Etat aux collectivités.

Tout d'abord, si, d'après le droit commun, le capital des actions et obligations est bien prescrip-

tible par trente ans, il n'est pas admissible de prétendre, comme le fait l'exposé des motifs, que le délai de trente ans commence à courir à partir de la délivrance des titres.

On sait, en effet, que la prescription est une institution qui se fonde à la fois sur la négligence du créancier et sur une présomption de paiement confirmée par l'écoulement d'un certain laps de temps et sur un intérêt d'ordre public. Elle ne peut commencer à courir que lorsque l'action est ouverte ou, comme le disait Pothier, « du jour que le créancier a pu intenter sa demande » ; on ne peut pas reprocher au créancier de n'avoir pas agi à une époque où il n'en avait pas encore le droit. C'est d'ailleurs pourquoi la loi déclare expressément que tant que le terme n'est pas échu, la prescription ne court pas (article 2257 al. 3 du Code civil). Le point de départ de la prescription n'est pas le jour de la délivrance des titres, mais le jour de l'exigibilité du capital, par exemple le jour de leur remboursement ou amortissement.

Cette première critique faite, si l'on poursuit l'examen de l'exposé des motifs, on y lit que si la prescription libératoire peut se justifier pour les créances ordinaires, elle « ne paraît pas admissible lorsqu'il s'agit de valeurs mobilières ». La prescrip-

tion libératoire se fonde en effet sur deux motifs, ou l'ordre public, ou une présomption de paiement. Or, aucune de ces deux considérations ne peut s'appliquer à la prescription des titres ou des coupons. Et pour motiver cette affirmation, l'exposé des motifs fait cette double déclaration : d'une part, les valeurs mobilières sont émises par des collectivités, généralement des sociétés qui toutes « sans exception » sont tenues d'avoir une comptabilité régulière et qui, par suite, ne sauraient invoquer la présomption de paiement pour les coupons et capitaux dont le montant n'a pas été passé en dépenses ; et, d'autre part, l'idée d'ordre public, en vertu de laquelle il ne doit pas y avoir accumulation de dettes non payées, ne peut justifier l'appropriation par les sociétés du capital ou des intérêts des actions et obligations.

Ce raisonnement est pour le moins très critiquable. D'abord, tous les commerçants, et non pas seulement les sociétés, sont astreints à la tenue d'une comptabilité et les considérations invoquées plus haut devraient par conséquent, par identité de motifs, leur être étendues. De plus, il n'est pas vrai de dire que toutes les sociétés « sans exception », bien que soumises à l'application de l'article III, sont obligées d'avoir une comptabilité, car cette obligation n'incombe pas aux sociétés civiles, à moins

qu'elles n'aient adopté la forme commerciale, c'est-à-dire, suivant la Cour de Cassation, qu'elles soient constituées par actions ; il en est de même d'un nombre assez important de sociétés civiles, constituées par actions avant la loi du 1^{er} Août 1893 et qui peuvent ne pas tenir de comptabilité parce qu'elles n'ont pas usé de la faculté qui leur était accordée d'adopter la forme commerciale. Il en est encore ainsi des collectivités privées et publiques de toute nature (associations sans but lucratif, départements, communes...) auxquelles, pourtant, l'article 1111 est certainement applicable.

Quant à l'argument d'après lequel l'ordre public constitue une seconde justification de la prescription, il convient d'observer que cette considération d'ordre public provient du désir d'éviter que les créanciers réclament aux débiteurs, longtemps après l'échéance, des sommes considérables que ceux-ci ne s'attendaient pas à payer. Or, que les sommes dues soient réclamées par le créancier ou par l'Etat, la situation est en tous points semblable pour l'établissement débiteur : la cause de ruine existe dans les deux cas.

L'exposé des motifs va jusqu'à invoquer l'intérêt des collectivités elles-mêmes, qui, si on maintenait à leur profit l'avantage de la prescription, pour-

raient être « soupçonnées de ne pas faire, dans un but d'intérêt personnel, toutes les recherches nécessaires pour retrouver les véritables propriétaires. » Mais il n'y a, semble-t-il, aucune raison véritable pour qu'une société, plus qu'un particulier, ait à rechercher la trace de ses créanciers négligents.

Bien plus, l'argument de droit qui se trouve joint à l'exposé des motifs est encore plus discutable. Si, dit-il, après un certain délai, les droits contre une société ou contre un banquier ne sont pas réclamés, ils doivent être considérés comme des biens vacants, sans maître, et ils appartiennent à l'Etat, par application de la règle générale inscrite dans les articles 539 et 713 du Code civil. Mais on s'écarte ici sensiblement des principes fondamentaux du droit, tels que le Code civil les a déterminés. D'après ces principes, la prescription est une institution de caractère privé : si l'on fait abstraction de la propriété et de certains droits réels qui ne sont pas susceptibles de disparaître par l'effet de la prescription, du moins tant qu'un tiers possesseur ne s'est pas lui-même comporté pendant plusieurs années comme un véritable propriétaire, le Code civil envisage tous les droits — servitudes, hypothèques, créances, etc... — comme des charges sur le patrimoine ou sur les débiteurs et fait bénéficier ces biens et ces personnes

de l'extinction de ces charges par le laps de temps ; il s'agit donc, à proprement parler, d'une *extinction*. Il n'en est pas de même, et nous aurons l'occasion de revenir sur ce point dans la seconde partie de cette étude, de la prescription particulière établie par l'article 111 de la loi du 25 Juin 1920. Le législateur substitue ici à l'extinction le *transfert* au profit de l'Etat : au lieu de faire application des principes du droit commun, comme semble l'indiquer l'exposé des motifs, il consacre une théorie toute nouvelle, et, dans une assez large mesure, contraire au système de notre Code civil.

D'une part, en effet, si l'on admet une interprétation stricte du texte telle qu'elle a été d'ailleurs adoptée par l'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement, l'Etat prescrit non pas seulement la valeur des titres d'actions ou d'obligations remboursés ou amortis, trente ans après ce remboursement ou cet amortissement, mais les titres eux-mêmes qui n'ont fait l'objet depuis trente ans, de la part des ayants-droit, d'aucune opération, même si les titres ne sont pas remboursables ou s'ils sont remboursables depuis moins de trente ans. Nous examinerons plus loin si cette interprétation est fondée et nous nous demanderons dans quelle mesure elle viole les principes du droit.

Signalons, d'autre part, dès maintenant, en ce qui concerne les fonds déposés dans les banques, que l'Administration de l'Enregistrement a considéré dans son Instruction qu'il s'agissait là d'une prescription nouvelle instituée au profit de l'Etat, par dérogation à l'article 2236 du Code civil qui ne permet pas aux dépositaires de prescrire les dépôts de sommes abandonnées. Et elle en a conclu que les remises à faire au Domaine par les banques et autres assujettis devaient comprendre pour la première fois tous les dépôts abandonnés depuis trente, quarante, cinquante ans et plus puisque, d'après elle, ces sommes échappaient jusqu'alors à toute prescription de la part des détenteurs. Ici, encore, nous devons critiquer dans notre seconde partie cette interprétation qui semble reposer sur une interprétation défec- tueuse de l'article 2236 du Code civil.

Quant au fondement même de cette prescription des dépôts en banque, l'exposé des motifs tire un précédent de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895 qui attribue à l'Etat les sommes déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations lorsque, depuis trente ans, le compte n'a donné lieu à aucune opération de remboursement ou de versement et qu'il n'a pas été signifié à la Caisse une réquisition de paiement ou un acte interruptif de prescription. De même, il est rap-

pelé que l'article 20 de la loi du 20 Juillet 1895 déclare définitivement prescrites, à l'égard des déposants, les sommes déposées dans les Caisses d'Épargne et qui n'ont donné lieu, depuis trente ans, à aucun remboursement ni à aucune autre opération faite sur la demande du déposant. Il a paru aux rédacteurs du projet de loi qu'il convenait d'assimiler les sommes déposées dans les banques aux fonds déposés dans les caisses d'épargne ou à la Caisse des Dépôts et de les considérer également comme des biens vacants et sans maître.

Mais il faut formuler ici deux observations. D'abord, les principes du droit commun en matière de prescription libératoire témoignent suffisamment que les sommes dues et non réclamées n'ont jamais été considérées comme des biens sans maître. Ensuite, les exemples sur lesquels l'exposé des motifs fonde un raisonnement d'analogie sont loin d'être probants. La Caisse des Dépôts et Consignations est en réalité un établissement public dépendant de l'Etat, pourvu il est vrai de la personnalité pour des raisons de facilités budgétaires ; mais le véritable débiteur, c'est l'Etat, qui doit bénéficier tout naturellement, comme tel, des sommes non réclamées. Logiquement, donc, il aurait fallu décider que dans les hypothèses où le débiteur n'est pas l'Etat mais

un banquier, c'est ce banquier qui doit profiter de la prescription. Quant à la loi du 20 Juillet 1895 sur les Caisses d'Epargne, elle a une raison d'être analogue.

Ces observations préliminaires faites à propos de l'exposé des motifs, il nous restera, avant de rechercher dans notre seconde partie dans quels cas et à quelles conditions se produit la prescription, à examiner brièvement les travaux préparatoires de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920.

Le rapport fait au nom de la Commission des Finances de la Chambre des Députés par M. Charles Dumont et déposé le 23 mars 1920 se bornait à donner l'assentiment de la Commission en se référant aux explications fournies dans l'exposé des motifs du projet.

A la Chambre, dans la séance du 22 avril 1920, on a fait aux propositions du Gouvernement une objection de principe et deux objections de fait.

D'une part, a-t-on déclaré, ce texte porterait une atteinte très importante aux principes du Code civil. Mais le rapporteur général et le Ministre ont répondu qu'en réalité on ne touchait pas au Code civil, qu'on se bornait à tirer une conséquence très naturelle de l'article 539 du Code et qu'on n'apercevait pas sur quel principe de droit et d'équité un

banquier pourrait s'appuyer pour faire du bien de ses débiteurs ou de ses déposants, son bien propre. A l'Etat seul, il peut appartenir de s'emparer des comptes et des valeurs mobilières abandonnés.

D'autre part, on a prétendu qu'il serait porté le plus grand préjudice aux caisses d'épargne qui, du fait de la prescription, recueillent des sommes importantes, provenant des comptes abandonnés. Mais cette objection ne porte pas, car le nouveau texte n'abroge pas l'article 20 de la loi du 20 Juillet 1895, en vertu duquel les comptes prescrits pour les déposants sont attribués à raison de $\frac{2}{5}$ aux caisses d'épargne et $\frac{3}{5}$ aux sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraites. Cette situation ne sera pas modifiée et l'Etat n'enlèvera aucune ressource aux caisses d'épargne.

Enfin, on a fait valoir que, jusqu'alors, aucun débiteur n'était tenu d'opposer la prescription à son créancier et que la Ville de Paris s'abstenait notamment d'opposer la prescription de cinq ans aux porteurs de ses obligations, quand ceux-ci faisaient valoir de sérieuses raisons pour lesquelles ils n'avaient pas pu toucher les coupons échus. Désormais, au contraire, innovation très grave, la prescription opérera de plein droit au profit de l'Etat et les obligataires de la Ville de Paris n'auront aucun recours.

Mais c'est là un cas exceptionnel qui a peu de chance de se produire et qui ne fait pas naître une raison décisive contre le principe même de la mesure envisagée.

L'article 111 de la loi du 25 juin 1920, sanctionné par la Commission sénatoriale des finances, fut adopté définitivement sans modification par le Sénat le 2 juin 1920.

Le décret du 14 Mai 1921, rendu pour l'application de l'article 111, précise les différentes mesures d'exécution et notamment les obligations nouvelles incombant désormais aux maisons de banque et aux autres établissements qui reçoivent des fonds en dépôts ou en compte-courant. Ce sera l'objet de la troisième partie de cette étude. Quant à l'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement (n° 2696 du 1^{er} Juin 1921), elle détermine d'une façon détaillée les conditions d'application de l'article 111, mais nous verrons qu'elle en a donné sur certains points une interprétation qui appelle de nombreuses critiques.

Ajoutons enfin qu'un décret du 9 décembre 1924 (Journal Officiel du 11 décembre 1924) a rendu applicables en Algérie les dispositions de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920.

CHAPITRE II

EXAMEN CRITIQUE DES DIFFÉRENTES PRESCRIPTIONS ÉTABLIES AU PROFIT DE L'ÉTAT

Nous avons dit que l'article III de la loi du 25 juin 1920 contenait, sur plusieurs points, des dérogations certaines aux règles et aux principes dominant la prescription, soit acquisitive, soit extinctive. Les développements qui vont suivre, consacrés à l'étude des différents aspects de la prescription nouvelle, nous permettront de reconnaître ces dérogations et de déterminer l'influence qu'elles peuvent avoir sur les solutions de la pratique.

Il sera nécessaire de rechercher, en premier lieu, dans quels cas doit se produire la nouvelle prescription, en d'autres termes quelles sont les personnes et quels sont les titres atteints par la prescription au profit de l'Etat ; et en second lieu quelles sont les conditions de la prescription et, notamment, les causes de suspension, tant pour les coupons, intérêts et dividendes, que pour les titres et les dépôts de fonds.

1° Objet de la prescription. Personnes assujetties.

Trois catégories différentes de droits sont visées par la loi : les coupons, intérêts ou dividendes ; les actions, parts de fondateur, obligations et autres valeurs mobilières ; les dépôts de sommes d'argent et tous avoirs en espèces dans les banques.

A) Coupons, intérêts ou dividendes

L'article 111 de la loi du 25 Juin 1920 déclare définitivement acquis à l'Etat « le montant des coupons, intérêts ou dividendes atteints par la prescription quinquennale et afférents à des actions ou à des obligations négociables émises par toute société commerciale ou civile ou par toute collectivité, soit privée, soit publique. »

Une première remarque s'impose ici : les dispositions de la loi ne concernent pas tous les débiteurs, mais seulement les sociétés ou autres collectivités soit privées — une association ou un établissement d'utilité publique par exemple — soit publiques, comme un département, une commune, un établissement public. Si l'on supposait un particulier ayant émis des obligations, la nouvelle prescription ne s'appliquerait pas aux intérêts de ces obligations.

D'autre part, l'Etat ne peut être compris parmi les collectivités visées par la loi, bien qu'il soit pourtant une collectivité publique. C'est qu'en effet, l'Etat n'émet ni actions ni parts de fondateur et que ses titres, non compris dans l'énumération légale, sont des rentes et non des obligations. Il est vrai que si les créanciers de l'Etat sont à l'abri de la déchéance établie par l'article 111, ils ne peuvent échapper à la prescription du droit commun qui bénéficie à l'Etat, comme à tout débiteur. Mais il y a cependant de grands intérêts à observer que les rentiers de l'Etat ne sont pas atteints par la nouvelle prescription. Nous verrons plus loin, notamment, que l'Administration de l'Enregistrement prétend, dans son instruction, que la propriété des titres eux-mêmes est prescrite au profit de l'Etat, s'ils n'ont fait pendant trente ans l'objet d'aucune opération ni réclamation. Elle considère qu'il y a là, non pas un simple détournement, au profit de l'Etat, d'une prescription antérieurement acquise en vertu du droit commun à l'établissement débiteur, mais l'institution d'une prescription entièrement nouvelle et assortie de caractères tout particuliers. Dans cette interprétation, on ne pourra pas, malgré tout, reconnaître à l'Etat, vis-à-vis des porteurs de rentes, d'autres droits que ceux d'un débiteur ordinaire, et la

propriété des rentiers sera sauvegardée malgré l'absence de réclamations et d'opérations. Et cette solution est d'autant plus intéressante que la plupart des rentes sur l'Etat étant perpétuelles, c'est-à-dire que le remboursement ne pouvant jamais être exigé par les propriétaires, la prescription de trente ans, qui ne court qu'à partir de l'exigibilité, ne court pas contre les rentiers (1) et l'Etat ne saurait être libéré par le seul fait que le créancier n'a pas fait valoir ses droits pendant trente ans.

Une autre exception, celle-ci formellement consacrée par l'article 111, concerne les sociétés d'habitation à bon marché que le législateur a entendu ainsi favoriser. Cette exception s'applique également aux dépôts de sommes que pourraient recevoir ces sociétés.

B) Valeurs mobilières atteintes par la prescription

L'article 111 (al. 2) déclare définitivement acquises à l'Etat « les actions, parts de fondateur, obligations ou autres valeurs mobilières des mêmes so-

(1) Voir sur l'imprescriptibilité des rentes, avis du Conseil d'Etat des 27 juin 1834 et 14 juillet 1838 ; réponse du Ministre des finances à M. Léon Barbé, député, J. O., 21 juillet 1921 Ch. débats p. 3465, col. 1.

ciétés ou collectivités lorsqu'elles sont atteintes par la prescription trentenaire ».

L'alinéa 1 du même article précise que les obligations ne sont soumises à la loi que si elles sont négociables, ce qui est généralement le cas en pratique, mais il pourrait être créé des titres de même montant portant des coupons remboursables à terme fixe ou par voie d'amortissement et qui seraient simplement cessibles dans les formes civiles ; ces titres échapperaient à la loi.

Comme le terme « négociables » ne se rapporte qu'aux obligations, toutes les actions, négociables ou seulement cessibles, sont atteintes par la prescription de l'article 1111. En pratique, d'ailleurs, les actions non négociables se rencontrent assez rarement ; il arrive, cependant, que les fondateurs de sociétés donnent aux actions ce caractère particulier pour des motifs d'ordre fiscal. On sait, d'autre part, que la loi interdit la négociation des actions qui ne sont pas entièrement libérées et pendant deux ans celle des actions d'apport. Mais tous ces titres restent bien des actions, puisqu'ils sont librement transmissibles et que leurs propriétaires ne sont tenus que d'une responsabilité limitée à leur apport.

Quant aux parts de fondateur, elles sont, en pratique, toujours négociables et au porteur. Mais si

elles étaient uniquement cessibles par les voies civiles, on pourrait se demander ce qu'il faudrait décider. Il semble que les droits d'un fondateur représentés par des titres non négociables ne soient pas, à proprement parler, des parts de fondateur, pas plus que si ces droits n'étaient pas représentés par des titres.

En dehors des obligations, des actions et des parts de fondateur, la prescription doit atteindre les « autres valeurs mobilières ». Cette expression désigne vraisemblablement les bons à lots, les bons de capitalisation, les bons de caisse, toutes valeurs à court terme qui rapportent un intérêt fixe et qui sont généralement amortissables, en somme de véritables obligations, au sens juridique du mot.

*C) Dépôts de sommes dans les banques
et autres établissements*

La troisième catégorie visée par la loi est celle des « dépôts de sommes d'argent et d'une manière générale, tous avoirs en espèces dans les banques, les établissements de crédit et tous autres établissements qui reçoivent des fonds en dépôt ou en compte courant ». (art. III, al. 3).

Les comptes courants sont donc formellement compris dans l'énumération de la loi. Mais les dé-

pôts et les comptes courants ne sont soumis à la prescription au profit de l'Etat que si le compte a été ouvert par une banque ou un établissement qui reçoit des fonds en dépôt ou en compte courant, c'est-à-dire fait profession d'en recevoir. Seuls les banquiers se trouvent ainsi assujettis à la loi, ce qui exclut, par exemple, les commerçants qui reçoivent de leurs employés, de leurs administrateurs des fonds en dépôt ou en compte courant. Mais, il n'y a pas lieu, ici, de faire une distinction entre les sociétés de banque et les particuliers banquiers, puisque la loi vise les banquiers d'une manière très générale.

Seuls sont attribués à l'Etat les dépôts et avoirs en espèces dans le banque. Mais il faut en exclure les prix de vente (ce serait par exemple le cas du banquier qui inscrit au crédit d'un tiers le prix d'un immeuble qu'il lui a acheté), ainsi que les sommes dues par un banquier en vertu d'un prêt. Comme il est souvent malaisé de distinguer le dépôt du prêt, cette solution peut donner lieu à de sérieuses difficultés. On présumera qu'il y a prêt plutôt que dépôt lorsque les parties auront fixé un terme de remboursement et stipulé des intérêts élevés (Limoges, 31 mars 1905, R.E. 1905 n° 3871 ; Nevers 31 juillet 1905, R.E. 1906, n° 3997). Mais ce n'est là qu'une

présomption (2) ; malgré la clause de remboursement à vue, le contrat pourra être considéré comme un emprunt notamment lorsqu'il aura été fait surtout dans l'intérêt de celui qui a reçu les fonds (Cass. 2 déc. 1890, D.91.1.420).

Quant aux dépôts eux-mêmes, les droits de l'Etat ne portent pas sur les intérêts atteints par la prescription. Tandis que le revenu des valeurs mobilières, comme le capital de celles-ci, se trouve atteint par la prescription nouvelle, l'Etat ne bénéficie de la prescription des dépôts que pour le capital, car ce sont les dépôts et avoirs en espèces qui sont acquis à l'Etat, et il n'est pas question des intérêts qu'ils peuvent produire dans le texte de l'article 111 qui doit, étant donné son caractère exceptionnel, être interprété restrictivement. Il est vrai que la prescription est acquise à l'Etat lorsque les dépôts ou avoirs n'ont fait l'objet d'aucune opération ou réclamation pendant un délai de trente ans, et que, dans ces conditions, c'est le compte envisagé dans son intégralité qui est transféré à l'Etat, avec les intérêts prescrits et même les intérêts portés au compte par le banquier depuis moins de cinq ans,

(2) V. Lacour et Bouteron, Précis de Droit Commercial, ed. 1925, tome 2, n° 1409.

c'est-à-dire n'étant pas eux-mêmes atteints par la prescription (3).

L'Instruction de l'Enregistrement semble, d'ailleurs, élargir considérablement la portée de l'alinéa 3 de l'article 1111 et déclare formellement que la prescription au profit de l'Etat s'applique à tous les dépôts « à quelque titre que ce soit, même comme nantissement, garantie, avance ou couverture ». Cette interprétation extensive est très arbitraire : le droit civil, comme le droit commercial, distingue soigneusement le dépôt proprement dit du nantissement. Il est d'ailleurs particulièrement illogique d'obliger une société, qui a reçu une somme d'argent de son débiteur à titre de garantie, à verser cette somme au Trésor avant l'extinction de sa créance. Néanmoins, la solution adoptée par l'Enregistrement est formelle et il faut en conclure que les cautionnements en espèces versés par certains agents en garantie de leur gestion sont atteints par la prescription, de même que les sommes exigées de leurs abonnés pour avances sur la consommation par les compagnies de gaz et d'électricité.

Que faut-il décider des sommes retenues par les établissements pour coupons manquants ? Nous en-

(3) V. dans ce sens la réponse du Ministre des Finances à une question écrite de M. Charoulet, Député (Journal Officiel, 19 Novembre 1924, n° 801, page 3676).

visageons ici l'hypothèse où, lorsqu'on présente à un établissement, en vue d'un remboursement, un titre au porteur amorti, démuné d'un ou de plusieurs coupons, l'établissement consent à payer le capital du titre, mais, dans le but de se garantir, vis-à-vis des tiers, contre la présentation éventuelle des coupons manquants, il se fait verser une somme égale à celle que représentent ces coupons et au fur et à mesure que les coupons manquants sont prescrits, il restitue à l'intéressé le montant de la somme correspondant à leur valeur. La question se pose, dès lors, de savoir, lorsque le propriétaire du titre, qui a obtenu le remboursement de son capital dans ces conditions et qui a versé une certaine somme en représentation des coupons manquants, reste plus de trente ans sans la réclamer à la société débitrice, si l'Etat peut acquérir cette somme au moyen de la prescription. Une réponse négative s'imposerait ici : les sommes représentant des retenues pour coupons ne sont pas dues à titre de dépôt au sens juridique de ce terme, elles constituent une dette ordinaire à partir du jour où la garantie n'a plus d'objet, c'est-à-dire dès la prescription des coupons. Mais il faut reconnaître, au contraire, que, du point de vue de la Régie, l'article III recevra ici son application.

En ce qui concerne la nature de la prescription

des dépôts de fonds au profit de l'Etat, nous nous bornerons à rappeler que la Direction Générale de l'Enregistrement a considéré dans son instruction qu'il s'agissait là « d'une prescription nouvelle instituée au profit de l'Etat par dérogation à l'article 2236 du Code civil qui ne permet pas aux dépositaires de prescrire les dépôts de sommes abandonnées. » (Inst. n° 3696 § 8 - 3°). Comme cette doctrine est susceptible de réagir sur les conditions de la prescription, nous reviendrons sur la question dans la prochaine sous-section et nous indiquerons ce qu'il faut en penser.

Un dernier point mérite d'être examiné. L'article 111 al. 3 ne concerne que les dépôts de sommes et avoirs en espèces dans les banques ; il laisse donc en dehors de ses prévisions les dépôts réguliers portant sur des corps certains à restituer *in individuo*, tels que malles ou coffrets cachetés, lingots marqués et particulièrement les dépôts de titres.

En ce qui concerne les dépôts de titres, le droit commun ne permet pas au dépositaire de prescrire la propriété des titres qu'il a reçus en dépôt, parce qu'il est détenteur précaire et que, comme tous les détenteurs précaires, il possède en vertu d'un titre l'obligeant à restituer la chose à son propriétaire. Il en résulte que les établissements de crédit doivent

indéfiniment conserver les titres à la disposition des déposants ou de leurs ayants-droit. Les intérêts de ces titres pourront être prescrits au profit de l'Etat, comme nous l'avons vu plus haut ; il en sera de même du montant des titres remboursés et encaissés par l'établissement débiteur. Mais les titres qui n'ont pas fait l'objet d'un remboursement ne peuvent donner lieu à prescription au profit de l'établissement débiteur ni, par conséquent, au profit de l'Etat.

L'instruction de l'Enregistrement prétend que les titres eux-mêmes sont prescrits lorsque pendant trente ans aucune opération ni réclamation n'est intervenue à leur égard et que ce sont les établissements émetteurs qui devront remettre à l'Etat les titres ou leurs duplicata. Si les titres sont remis en dépôt dans les caisses d'un établissement de crédit, celui-ci les restituera au déposant ou à ses ayants-droit qui les lui réclameront mais ils seront dépourvus de toute valeur.

Telles sont les différentes catégories de droits atteints par la prescription établie par l'article 111 de la loi du 25 juin 1920. Avant de déterminer, pour chacun de ces droits, les conditions de la prescription, il est nécessaire de préciser le champ d'application des nouvelles dispositions.

A cet égard, toutes les sociétés, collectivités et

banques ne sont soumises, en principe, à l'application de la loi que si elles sont de nationalité française. L'instruction administrative déclare formellement que, malgré les termes généraux du texte, la loi n'est pas applicable aux valeurs mobilières étrangères. En effet, dit-elle, le droit de souveraineté, en vertu duquel l'Etat français acquiert les biens vacants et sans maître, ne peut s'exercer que dans les limites de ses frontières, et, par conséquent, sur les seuls bien situés sur son territoire. Or, lorsqu'il s'agit de valeurs incorporelles dont il est impossible de fixer la situation matérielle, on considère qu'elles suivent la personne du débiteur et qu'elles ont le même domicile que lui : c'est ainsi que les titres émis par une société sont regardés comme ayant leur assiette au siège de cette société. Il en résulte, d'après l'Administration, que les valeurs mobilières étrangères, qu'il s'agisse des intérêts dont elles sont productives ou de leur capital, doivent être réputées situées à l'étranger, même lorsqu'elles sont déposées dans un établissement de crédit en France.

Ce raisonnement n'est pas à l'abri de toute critique, car c'est seulement en ce qui concerne les rapports entre le créancier et le débiteur que les valeurs mobilières sont réputées être situées au domicile du débiteur. Il est dès lors exact que l'Etat français ne

bénéficie pas du capital ou des intérêts des titres étrangers, même s'ils sont payables en France.

Mais lorsqu'il s'agit de la prescription de la propriété elle-même des titres, suivant la doctrine de l'Administration, on est en présence, non pas d'une prescription libératoire, mais plutôt d'une prescription acquisitive. Or, en matière de prescription acquisitive, les valeurs mobilières sont situées juridiquement au lieu où elles sont situées matériellement. Ce qui conduit à décider, contrairement à l'instruction de l'Enregistrement, que les valeurs mobilières étrangères sont acquises à l'Etat comme les valeurs mobilières françaises lorsqu'elles sont déposées en France.

Les collectivités françaises, au contraire, doivent remettre à l'Etat le capital et les intérêts des titres atteints par la prescription établie par la loi, même lorsque ces titres circulent à l'étranger, puisque la prescription libératoire est régie par la loi du débiteur. Mais la prescription ne saurait s'appliquer logiquement à la propriété des titres situés à l'étranger, bien que l'instruction semble l'admettre implicitement, car les sociétés françaises courraient le risque d'être condamnées par les tribunaux étrangers à reconnaître la validité de ces titres et cette condam-

nation pourrait avoir effet si les sociétés possédaient des biens dans le pays étranger.

Quant aux dépôts de fonds et comptes courants, la prescription est exclusivement libératoire et par conséquent régie par la loi du débiteur. Il en résulte que les établissements de banque français sont tenus, une fois la prescription accomplie, de verser au Trésor les fonds déposés par leurs clients même étrangers. Inversement, les banques étrangères ne sont pas assujetties à cette obligation pour les fonds déposés par leurs clients même français. Et cette dernière solution est également vraie dans le cas où le dépôt a lieu dans une succursale située en France, car les succursales n'ayant pas de personnalité, c'est la banque elle-même considérée dans son établissement principal qui est le véritable dépositaire, soumis comme tel à sa législation nationale.

Remarquons, enfin, que les colonies françaises, ainsi que l'Alsace et la Lorraine, doivent être considérées comme des pays étrangers, la nouvelle législation ne leur ayant pas encore été déclarée applicable, à l'exception toutefois de l'Algérie.

2° Conditions de la prescription.

L'article 111 (al. 1) de la loi du 25 juin 1920

déclare définitivement acquis à l'Etat le montant des coupons, intérêts ou dividendes atteints par la prescription quinquennale. Il s'agit ici de la prescription applicable, en vertu de l'article 2277 du Code civil, aux intérêts des capitaux

Quant aux capitaux et aux dépôts, la durée de la prescription est de trente ans à partir de l'exigibilité en vertu du droit commun, et l'article 111 (al. 3) déclare qu'ils sont acquis à l'Etat après trente ans.

On le voit, la loi se borne jusqu'ici à attribuer à l'Etat le bénéfice de la prescription du droit commun. Elle fixe également le point de départ de la prescription au jour de l'exigibilité des intérêts et dividendes ou du capital, ce qui est absolument normal. S'il s'agit d'actions ou d'obligations amorties, on est d'accord pour admettre que le montant du capital non réclamé par l'actionnaire ou l'obligataire sera acquis à l'Etat trente ans après l'époque de l'exigibilité.

D'ailleurs, si les statuts d'une société prévoient, pour les sommes dont il vient d'être parlé, des délais de prescription plus courts que ceux résultant de la prescription du droit commun, cette société devra effectuer le versement sans attendre l'accomplissement de cette dernière prescription. C'est ainsi

que M. Ernest Macarez, député, ayant demandé au Ministre des Finances si, nonobstant les dispositions de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920, attribuant à l'Etat les coupons, intérêts, dividendes, actions et dépôts atteints par la prescription, on pouvait valablement insérer, dans un acte de société par actions, une clause en vertu de laquelle les dividendes et intérêts non réclamés pendant un an seraient acquis à la société et si les sociétés par actions, dont les statuts comportaient une pareille clause avant le 25 juin 1920, devaient nécessairement modifier lesdits statuts en conséquence, il lui a été répondu (4) que rien ne s'opposait à l'insertion, dans un acte de société, d'une clause limitant à un an le droit de réclamer le paiement des intérêts et dividendes. Mais cete clause, qui tend à remplacer la prescription quinquennale de droit commun par une prescription de plus courte durée, ne saurait, en aucun cas, profiter à la société au détriment de l'Etat ; elle aurait simplement pour effet d'ouvrir plus tôt, au profit de ce dernier, le droit aux coupons prescrits qu'il tient de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920. Le Ministre ajoute que les sociétés, dont les statuts comportent une pareille clause, ne sont nullement obli-

(4) J. O., 29 mai 1924.

gées de la modifier ; mais, comme il est indiqué ci-dessus, elles en ont perdu le bénéfice qui, depuis la mise en vigueur de la loi du 25 juin 1920, revient exclusivement à l'Etat.

Mais une question fondamentale se pose ici. On s'est demandé si le législateur n'a pas voulu décider que l'Etat acquerrait désormais par la prescription des titres même non amortis, quand le propriétaire de ces titres serait resté trente années sans avoir accompli sur eux aucune opération, et, par exemple, sans avoir perçu aucun dividende, sans avoir réalisé de conversions de la forme au porteur à la forme nominative ou inversement de la forme nominative à la forme au porteur, ou encore sans avoir effectué de transferts s'il s'agit de titres nominatifs. Ce problème, disons-le dès maintenant, a été soulevé par suite de l'interprétation donnée par l'Administration de l'Enregistrement à l'alinéa 2 de l'article 1111.

Avant d'examiner à nouveau les dispositions de l'article 1111 en les rapprochant de l'exposé des motifs, et aussi du décret d'administration publique, il est nécessaire de rappeler que le Code civil n'a institué que deux sortes de prescription, la prescription libératoire ou extinctive et la prescription acquisitive. La prescription libératoire est celle qui s'accomplit lorsque le titulaire d'un droit n'exerce pas

ce droit pendant un certain temps qui est, en principe, de trente ans. Elle est applicable aux titres amortis et à ceux là seulement, car là propriété elle-même d'un titre non amorti, comme d'ailleurs tout droit de propriété, ne peut pas s'éteindre, se perdre par le non-usage. Il n'existe pas, en effet, de prescription extinctive de la propriété ; mais il peut y avoir, sous certaines conditions, une prescription acquisitive au profit des tiers. Avant la loi du 25 juin 1920, les établissements débiteurs ne possédant pas les titres ne pouvaient certainement pas acquérir la propriété par prescription. Et cette solution se trouve renforcée par cette considération que la jurisprudence ne reconnaît la prescription acquisitive que pour les objets corporels, les seuls qui puissent être appréhendés matériellement, ce qui exclut les créances, les actions, les fonds de commerce, les parts sociales, à moins que ces droits ne soient constatés par des titres au porteur.

Cela étant, l'examen du texte de l'article III et de l'exposé des motifs montre péremptoirement que le législateur a voulu simplement transférer, attribuer à l'Etat des droits anciennement reconnus à l'établissement qui avait émis les titres.

Aux termes de l'article III, « sont définitivement acquis à l'Etat... 1°) le montant des coupons,

intérêts ou dividendes *atteints par la prescription...* ; 2°) les actions, parts de fondateurs, obligations et autres valeurs mobilières... *lorsqu'elles sont atteintes par la prescription trentenaire.* » Il en résulte formellement que la loi n'a pas entendu attribuer à l'Etat des droits qui jusqu'alors n'appartenaient pas à la société. On pourrait, il est vrai, invoquer en sens contraire le dernier alinéa de cet article 111, qui punit d'une amende les sociétés ayant commis une omission dans le versement ou la *remise* des coupons, des dépôts ou des titres au préjudice de l'Etat. Comme la remise des titres, nous le verrons, ne présente que peu d'intérêt, si le capital est exigible depuis plus de trente ans, on pourrait prétendre que le législateur a envisagé ici la remise des titres dont le capital n'est pas prescrit et qui, pourtant, deviendraient la propriété de l'Etat. Mais cette argumentation n'est pas défendable, car le texte de la loi n'indique pas cette solution, d'ailleurs en opposition avec les principes de la prescription dans notre droit ; de plus, le décret suppose que l'Etat peut réclamer les titres dans tous les cas, et par conséquent, même lorsque le capital est exigible depuis plus de trente ans.

L'exposé des motifs prouve également que la loi n'a pas voulu créer une prescription nouvelle au

profit de l'Etat. Il s'agit seulement, suivant l'intitulé même de l'exposé, d'une « attribution à l'Etat des coupons, titres négociables et soldes créditeurs des comptes de banque atteints par la prescription ».

Le décret du 14 mai 1921 semble, il est vrai, fournir un argument de texte en sens contraire. Après avoir indiqué que les collectivités seront désormais tenues de remettre au bureau des Domaines de leur siège les valeurs mêmes — coupons et titres — qui sont atteintes par la prescription ou leurs duplicata, l'article 1^{er} ajoute que si les valeurs ainsi devenues la propriété de l'Etat ont été remboursées, rachetées, amorties, le versement des sommes ainsi acquises à titre de remplacement sera fait à l'Etat, d'où l'on pourrait conclure que les valeurs dont il s'agit peuvent aussi avoir appartenu à l'Etat sans avoir été remboursées. Mais il paraît difficile de tirer d'une disposition aussi peu claire que celle-ci une solution de principe dans un sens ou dans un autre.

Il ne reste donc que la seule instruction de l'Administration de l'Enregistrement relative à l'exécution de l'article 111, mais celle-ci s'exprime très nettement et déclare, contrairement aux solutions que dicteraient à la fois le droit commun, le texte de l'article 111 et son exposé des motifs, que les titres eux-mêmes peuvent être acquis à l'Etat sous la seule

condition que pendant trente ans ils n'aient fait l'objet d'aucune opération. L'expression générale de « valeurs atteintes par la prescription trentenaire » dont s'est servi le législateur, s'entend, dit l'instruction, des valeurs dont le propriétaire est resté dans l'inaction pendant trente ans. Il faut donc considérer comme prescrits, et comme tels remettre au domaine, tous les titres ou valeurs qui n'auront fait l'objet, depuis trente ans, de la part des ayants-droit, d'aucune opération, telle que paiement de coupon, transfert, etc... Et comme l'instruction administrative se réfère à ce cas dans le même paragraphe qu'à celui des sommes mises en paiement à tout autre titre et afférentes à ces valeurs, elle considère donc sans contestation possible qu'indépendamment de droits sur les titres dont les répartitions à titre de remboursement n'ont pas été touchées pendant trente ans, l'Etat acquiert des droits sur les titres eux-mêmes, même non remboursables ou remboursables depuis moins de trente ans, pourvu que ces titres n'aient fait l'objet, pendant trente années, d'aucune opération.

Cette interprétation singulière de l'article III ne paraît pas pouvoir être sanctionnée par les tribunaux. Dans tous les cas, avant que la question leur soit soumise, il semble que les porteurs de titres

soient fondés à contester une pareille théorie et à obliger les sociétaires à reconnaître leurs droits en se fondant sur les dispositions de la loi et aussi sur les principes. Bien plus, l'instruction de l'Enregistrement elle-même prend son point de départ dans le droit commun. L'article 1111 de la loi du 25 juin 1920 attribue à l'Etat, dit-elle, « les sommes et valeurs mobilières non réclamées par les ayants droit et *dont bénéficiaient jusqu'à présent* les sociétés, les établissements de crédit, ainsi que les diverses collectivités débitrices ». « D'après les règles précédemment suivies, dit-elle encore, les sociétés ou collectivités ayant émis des actions ou des obligations pouvaient opposer à leurs créanciers... la prescription trentenaire pour le capital des mêmes valeurs lorsque les intéressés n'étaient plus admis à en revendiquer la propriété. » Mais une remarque encore plus curieuse mérite d'être signalée : l'Administration de l'Enregistrement déclare expressément qu'on ne peut laisser les sociétés s'approprier « le montant du capital » pour le seul motif que le propriétaire ne s'est pas fait connaître et n'en a pas réclamé le paiement. Si l'Etat ne jouit désormais que des droits reconnus antérieurement à la société, il ne bénéficie que de la prescription libératoire lorsque, le titre ayant été remboursé, le montant du capital n'a pas été récla-

mé pendant trente ans ; on ne peut, au contraire, lui attribuer la propriété des titres eux-mêmes sur lesquels aucune opération n'a été faite depuis trente ans. Et l'interprétation administrative ne mérite, sur ce point, par conséquent, aucun crédit.

Les inconvénients pratiques résultant d'une telle interprétation seraient d'ailleurs particulièrement graves. Il y a de nombreux cas où, pendant trente ans, les propriétaires de titres ne font aucune opération sur ces titres sans qu'on puisse leur reprocher la négligence qui est à la base de toute prescription. L'instruction de l'Enregistrement vise notamment le paiement des coupons et le transfert. Mais le transfert ne peut avoir lieu que pour les titres nominatifs, et la négociation d'un titre au porteur ne saurait être assimilée au transfert, car elle ne laisse aucune trace. Il se peut, d'ailleurs, pour les titres nominatifs, que pendant plus de trente ans, aucun transfert ne soit demandé. Les conversions de la forme au porteur à la forme nominative mettraient vraisemblablement obstacle à la prescription au profit de l'Etat, mais ces opérations peuvent ne pas être fréquentes. Quant au paiement de dividendes ou d'intérêts, il peut s'agir d'actions qui pendant trente ans n'ont pas donné de dividendes. Cette situation est assez fréquente pour les actions de jouissance,

lorsque les bénéfices de la société sont entièrement absorbés par l'intérêt fixe distribué aux actions de capital. Elle est encore plus fréquente pour les parts de fondateur qui souvent ne reçoivent rien pendant un grand nombre d'années après la formation de la société, et qui, généralement au porteur par une disposition impérative des statuts, ne peuvent faire l'objet ni d'un transfert, ni d'une conversion. Elles seront attribuées à l'Etat par le seul fait qu'elles n'auront pas reçu de dividendes pendant trente ans.

Cette expropriation sera du reste inévitable pour les porteurs de titres, car ceux-ci n'auront aucun moyen d'empêcher la prescription de courir et de s'achever au profit de l'Etat. C'est qu'en effet, un créancier ne peut adresser une sommation de payer, une citation en justice ou en conciliation que lorsque son droit est exigible. Tant que la créance n'est pas exigible, la prescription ne court pas, d'après le Code civil (art. 2257). Ce qui fait, en somme, que l'Administration de l'Enregistrement fait commencer à courir la prescription avant l'échéance contre le porteur sans lui donner les moyens de s'opposer à son accomplissement. L'article 2248 du Code civil déclare, il est vrai, que la prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait ; et l'on

pourrait prétendre que la société, en reconnaissant le droit de l'actionnaire, de l'obligataire, du porteur de parts, interrompra la prescription. Mais il n'en est rien par cette double raison que la société ne peut prescrire contre un créancier dont le droit n'est pas échu et que l'Etat n'admettra certainement pas que la société interrompe une prescription qui ne court pas à son profit, bien plus, qui n'aurait même pas couru à son profit avant la loi du 25 juin 1920. Ces différentes remarques montrent suffisamment que dans la majorité des cas, il doit résulter de l'interprétation administrative une attribution inévitable à l'Etat, disons plutôt même, une véritable confiscation des titres par l'Etat, suivant l'expression employée par M. le Professeur Wahl dans un article paru au Journal des Sociétés (1921).

On a peut-être pensé, cependant, qu'il y avait lieu de considérer comme opérations faites sur le titre, et susceptibles comme telles d'empêcher la prescription de courir au profit de l'Etat, l'assistance ou la représentation aux assemblées générales. Mais, peut-on voir là une véritable opération sur un titre ? Il semble que non. D'ailleurs, les porteurs d'obligations ou de parts de fondateurs ne sont jamais appelés à assister à des assemblées générales à moins

qu'ils n'aient été réunis en société civile. Et souvent, pour les actions elles-mêmes, les statuts des sociétés subordonnent l'admission aux assemblées à la possession d'un nombre minimum d'actions.

Telles sont les premières conséquences du système admis par l'Administration de l'Enregistrement. Mais on peut encore signaler d'autres difficultés qui ne manqueront pas de se produire dans l'application pratique.

On sait d'abord que, d'après l'instruction, la prescription de la propriété des titres ne bénéficiera pas à l'Etat, lorsque, dans les trente ans, il aura été perçu des dividendes ou des intérêts, suivant qu'il s'agit d'actions ou d'obligations. Comment pourra-t-on être assuré que des dividendes ou des intérêts mis en distribution ont été perçus ? L'examen des titres nominatifs, non munis de coupons au porteur, permettra à la société, lorsqu'ils lui seront présentés en vue d'une opération quelconque, de constater les indications ou l'absence d'indications concernant les paiements de dividendes ou d'intérêts. Seulement, les sociétés sont tenues, dès le moment où la prescription est acquise à l'Etat, c'est-à-dire trente ans après la dernière opération faite sur les titres, de délivrer au Domaine un duplicata, ce qui les obligera à suivre constamment sur leurs registres la situa-

tion des titres. Outre que cette obligation entraînera de grosses difficultés, les recherches effectuées par les sociétés seront bien souvent inutiles et il en sera ainsi toutes les fois que les registres ne porteront pas les numéros des titres dont elles paient les coupons. Si l'on suppose maintenant que les titres sont au porteur ou mixtes, les difficultés seront encore plus grandes puisque le simple examen des titres n'indiquera pas à la société si les coupons ont été touchés. Il se peut, en effet, même si les coupons afférents aux trente dernières années sont restés attachés au titre, que le porteur ait touché un coupon afférent aux cinq années précédentes et non atteint par la prescription. Il va sans dire que pour éviter l'expropriation par l'Etat, le porteur prendra soin de ne pas laisser sur les titres les coupons dont la présence démontrerait qu'il n'a fait aucune opération depuis trente ans.

En dehors de ces difficultés déjà sérieuses, le système admis par l'instruction administrative présentera cet autre inconvénient d'entraver la libre circulation des titres, et particulièrement des titres au porteur. L'acheteur d'un titre au porteur ne pourra pas savoir s'il y a eu paiement de coupons depuis moins de trente ans, le seul fait que tous les coupons ont été détachés du titre ne fournissant aucune indica-

tion à ce sujet. Il courra le risque, à vrai dire peut-être minime, mais réel cependant, de se voir retenir le titre par la société parce que prescrit au profit de l'Etat en vertu de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920, ou si la société a exécuté les obligations qui lui incombent et a remis au Domaine un duplicata, elle refusera de faire aucun paiement de coupons, aucun remboursement de capital en se retranchant derrière la nouvelle prescription.

A tous points de vue, on le voit, l'interprétation que donne l'Enregistrement de l'article 111 en ce qui concerne les actions, obligations et parts de fondateur, suscite de graves objections d'ordre théorique et surtout conduit à des solutions pratiques à la fois arbitraires et injustes. Devant les conséquences d'un pareil système, il est permis de se demander si les tribunaux accepteront de le sanctionner, lorsque les difficultés multiples qui en proviendront leur seront soumises.

Quoi qu'il en soit, il reste à rechercher les conditions dans lesquelles s'accomplira la prescription établie par la loi du 25 juin 1920, et notamment à préciser les différentes causes de suspension ou d'interruption dont elle est susceptible. On remarquera d'ailleurs que les causes de suspension de la pres-

cription sont celles-là même applicables en droit commun.

A) Coupons, intérêts et dividendes

En ce qui concerne les coupons, intérêts et dividendes, l'instruction de l'Administration de l'Enregistrement rappelle qu'en temps ordinaire la supputation du délai de cinq ans ne soulève aucune difficulté, mais que pour les prescriptions venues à échéance pendant et depuis la guerre, il y a lieu de combiner les principes du droit commun avec les dispositions tant du décret moratoire du 10 août 1914 et de la loi du 4 juillet 1915 que de la loi du 23 octobre 1919 (Journal Officiel du 24) qui a fixé au 24 octobre 1919 la date de la cessation des hostilités (5). On sait que le décret du 10 Août 1914 a déclaré suspendues jusqu'à la cessation des hostilités, c'est-à-dire jusqu'au 24 Octobre 1919, comme nous venons de le voir, et à partir du 2 août 1914 toutes les prescriptions, mais la loi du 4 Juillet 1915 n'a maintenu cette suspension que pour les prescriptions qui, ayant pris cours avant ou depuis le 2 Août 1914, seraient acquises avant ou pendant les six mois

(5) V. dans ce sens une réponse du Ministre des Finances à une question écrite de M. Trystram, Sénateur (Journal Officiel, 23 mars 1921, n° 4211, page 2800).

suivant la cessation des hostilités ; les prescriptions acquises dans les six mois suivant la cessation des hostilités sont prolongées de six mois ; celles qui sont acquises avant la cessation des hostilités sont prolongées d'un temps égal à celui qui restait à courir au 2 Août 1914 et au minimum jusqu'au trentième jour qui a suivi la promulgation de la loi du 23 Octobre 1919, c'est-à-dire jusqu'au 23 Novembre inclus. Soit, par exemple, un coupon échu le 6 Août 1909 : il restait quatre jours à courir au 2 Août 1914 ; la prescription a été accomplie le 24 Novembre 1919, et, puisqu'elle a été acquise avant la loi du 25 Juin 1920, elle ne profite pas à l'Etat. Soit un coupon échu le 8 janvier 1910 : il restait cinq mois et six jours à courir au 2 Août 1914 ; la prescription est prolongée jusqu'au 30 mars 1920 et se trouve par conséquent acquise à la société. Soit au contraire un coupon échu le 1^{er} Février 1912 : il restait à courir deux ans et six mois au 2 Août 1914 ; la prescription ne doit être accomplie que deux ans et six mois après la cessation des hostilités, c'est-à-dire postérieurement à la loi du 25 juin 1920 ; elle sera donc acquise à l'Etat par application de l'article 111. Il en sera de même d'un coupon échu le 1^{er} Janvier 1915, c'est-à-dire d'un coupon qui devait être prescrit dans les six mois après la cessation des hostili-

tés ; dans ce cas, la prescription ne commence à courir que six mois après l'échéance normale ; la prescription accomplie seulement le 1^{er} juillet 1920 sera acquise à l'Etat. Enfin, s'il s'agit d'un coupon échu depuis le 25 avril 1915, la prescription de cinq ans lui est applicable normalement, il n'y a pas de prolongation, et l'Etat en bénéficiera si l'échéance est postérieure au 27 juin 1915 pour Paris. (C'est qu'en effet la loi du 25 juin 1920 est devenue exécutoire à Paris un jour franc après sa promulgation et dans chaque arrondissement un jour franc après l'arrivée au chef-lieu de cet arrondissement du Journal Officiel du 26 juin 1920 qui la promulgue, c'est-à-dire à Paris le 28 juin et dans la plupart des arrondissements le 29 ou le 30 juin 1920.)

En résumé, et en prenant pour exemple les sociétés ayant leur siège à Paris, la prescription leur est acquise et par suite l'Etat n'a aucune revendication à formuler en ce qui concerne les coupons, intérêts et dividendes échus jusques et y compris le 4 Avril 1910 (6), ou du 25 Octobre 1914 au 27 décembre 1914 (7) et du 25 avril 1915 au 27 juin 1915 (8). Par contre, l'Etat est en droit de reven-

(6) Le 5 ou le 6 avril 1910 pour les arrondissements où la loi n'est devenue exécutoire que les 29 et 30 juin 1920.

(7) 28 ou 29 décembre 1914 pour les départements.

(8) 28 ou 29 juin 1915 pour les départements.

diquer les coupons échus du 5 avril 1910 (9) au 24 Octobre 1914, du 28 décembre 1914 (10) au 24 avril 1915 et depuis le 28 juin 1915 (11).

Il faut observer, enfin, que les causes de suspension résultant de la guerre peuvent s'appliquer au capital des titres et aux dépôts de fonds lorsque l'échéance normale de la prescription devait avoir lieu normalement au cours de la guerre ou dans les six mois qui ont suivi la cessation des hostilités.

En dehors de ces premières causes de suspension, l'instruction administrative signale encore pour les coupons les dispositions du projet de loi concernant le régime fiscal des régions libérées : au moment où a été publiée l'instruction, c'est-à-dire le 1^{er} juin 1921, ce projet de loi avait été adopté par la Chambre des Députés (séance du 3 décembre 1920, *Journal Officiel* du 4) mais était encore en instance devant le Sénat. Il est devenu la loi du 16 juillet 1921. D'après les articles 7 et 8 de cette loi le délai de prescription des coupons, intérêts ou dividendes non prescrits au 1^{er} août 1914 est reporté au 1^{er} janvier 1922 pour toutes les valeurs mobilières appartenant, avant le 1^{er} août 1914, aux habi-

(9) Du 6 ou 7 avril 1910 pour les départements.

(10) Du 29 ou 30 décembre 1914 pour les départements.

(11) Du 29 ou 30 juin 1915 pour les départements.

tants des régions occupées qui sont demeurés dans ces régions pendant l'occupation ou qui, eux-mêmes évacués, ont été contraints d'y laisser leurs valeurs. Le même **délai de prorogation** est applicable aux valeurs dépendant de successions dans lesquelles ces mêmes personnes sont intéressées et aux titres émis par les départements, communes et toutes sociétés ou collectivités qui avaient, pendant la durée de l'occupation, leur siège ou leur principal établissement dans les régions envahies.

L'Instruction de l'Enregistrement a admis, dès avant le vote définitif de cette loi, qu'aucune réclamation ne serait faite au sujet des créances ainsi suspendues jusqu'au vote de la loi et que les sociétés pourraient ne pas comprendre, dans leurs relevés trimestriels, les coupons et valeurs en question, spécialement lorsqu'elles seraient saisies de demandes en paiement de la part des intéressés.

Une autre situation particulière est prévue dans l'Instruction; il suffira de la mentionner ici. Il s'agit des coupons (et aussi des valeurs mobilières) saisis au cours de la guerre par le contrôle postal militaire et remis au propriétaire après l'échéance de la prescription. L'Administration admet que le temps écoulé entre la saisie et la restitution ne compte pas et que l'établissement débiteur peut payer entre les

main du propriétaire les coupons périmés sur la présentation d'un certificat émanant de l'autorité militaire et constatant la saisie par le contrôle postal, ainsi que la date de la remise à l'ayant-droit. C'est un autre cas de suspension par suite de force majeure.

Avant de terminer l'étude des causes de suspension de la prescription en ce qui concerne les coupons, nous examinerons la situation d'une société qui a versé à l'Etat le montant d'un coupon qu'elle croyait prescrit parce qu'elle ignorait que la prescription de ce coupon avait été suspendue. Que faut-il décider en pareille hypothèse ? L'Etat a perçu une somme qui ne lui était pas due. Mais, d'autre part, on ne peut reprocher à la société aucune faute susceptible d'engager sa responsabilité puisque par hypothèse elle avait toutes raisons de croire que le coupon dont il s'agit n'était pas de ceux dont la prescription avait été suspendue. Il faut donc admettre qu'elle est libérée vis-à-vis du créancier. Celui-ci pourra seulement se retourner contre l'Etat par l'action en répétition de l'indû à charge, bien entendu, de prouver que la prescription a été suspendue à son profit.

Enfin, l'Instruction de l'Enregistrement a admis que le temps écoulé entre l'opposition formée

en cas de perte ou de vol de titre ou pour toute autre cause et la mainlevée de cette opposition n'entrerait pas en ligne de compte pour le calcul du délai de la prescription. Elle ajoute d'ailleurs que la prescription ne peut être considérée comme *interrompue* que si l'opposition a été valablement formée suivant les règles légales. Elle voit donc, dans ce cas, une interruption et non pas une suspension de prescription. D'où il faudrait conclure que le temps antérieurement couru est perdu pour le calcul de la prescription. Mais, en réalité, il ne s'agit que d'une suspension, puisque, d'après l'instruction elle-même, le temps écoulé entre l'opposition et la mainlevée n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du délai de prescription, ce qui laisse supposer que la partie antérieurement courue de la prescription est bien définitivement acquise (12).

(12) Cette solution paraît contraire aux principes généraux du droit, car l'article 2251 du Code civil décide que la prescription court contre toutes personnes à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi et précisément il n'existe pas, dans les lois des 15 juin 1872, 8 février 1902 et 4 avril 1915 relatives aux oppositions sur titres perdus ou volés, de dispositions permettant de décider que l'opposition a pour effet de suspendre la prescription.

B. — *Valeurs mobilières*

Les règles applicables au calcul de la prescription des actions, obligations, parts de fondateur sont les règles du droit commun. L'article 111 déclare définitivement acquis à l'Etat « ... les actions, parts de fondateur, obligations, ou autres valeurs mobilières des mêmes sociétés ou collectivités... » Et l'article premier du décret du 14 mai 1921 s'exprime dans les mêmes termes quand il oblige les sociétés et collectivités à remettre ces mêmes valeurs au bureau des domaines de leur siège.

Il faut d'ailleurs remarquer que les causes de suspension sont plus nombreuses pour les titres que pour les coupons : c'est ainsi que la prescription des sommes dues à titre d'intérêts ou de dividendes n'est pas suspendue au profit des mineurs et interdits (C. Civ. art. 2278), tandis que les prescriptions de plus de cinq ans ne courent pas contre les mineurs (C. Civ. art. 2252).

Quant à la prétendue prescription acquisitive portant, d'après l'Enregistrement, sur la propriété des titres même non remboursés lorsqu'ils n'ont fait l'objet, de la part des propriétaires, d'aucune opération pendant trente ans, elle comporte certaine-

ment les mêmes causes de suspension que la prescription trentenaire établie par le Code Civil, car ces causes s'appliquent à toutes les prescriptions dont la durée excède cinq ans.

C. — *Dépôts en banque*

Pour déterminer les règles applicables à la prescription en matière de dépôts de fonds, il faut observer que, d'après le droit commun, les dépôts constituant de véritables créances sont prescriptibles par trente ans. Mais le point de départ de la prescription est controversé pour les dépôts à vue, les plus fréquents dans la pratique bancaire : on admet généralement, et à juste raison, semble-t-il, que les dépôts à vue étant toujours exigibles, ils se trouvent prescrits quand aucune opération de retrait n'a été faite pendant trente ans. De même, si une partie des fonds a été retirée, le surplus n'en est pas moins prescriptible par trente ans à partir du jour du versement : le retrait partiel n'interrompt pas plus la prescription des sommes restées déposées que le paiement partiel d'une créance n'interrompt la prescription du reliquat de la créance, car les dettes de sommes d'argent sont essentiellement divisibles (C. Civ. art. 1220). La jurisprudence, il est vrai, n'ad-

met pas cette solution et déclare que le point de départ de la prescription d'un dépôt à vue doit être reculé jusqu'au moment où le déposant fait sommation au dépositaire de lui restituer les fonds déposés. Au contraire, on est d'accord pour décider que la prescription des dépôts exigibles à époque déterminée ne court que du jour de l'exigibilité. Enfin, le déposant qui effectue un versement à son compte n'interrompt pas par ce fait même la prescription de son action en restitution des sommes antérieurement déposées et il en est de même du paiement des intérêts ou de la réclamation de ces intérêts.

D'après les principes, par conséquent, les sommes déposées et non réclamées pendant trente ans à partir de leur versement appartiendraient à l'Etat ; et il en serait de même, à moins qu'ils ne fussent capitalisés, des intérêts de ces sommes non réclamés pendant cinq ans.

L'article 111 écarte ces principes et paraît vouloir établir des solutions nouvelles. Tandis que sont acquis à l'Etat les coupons, intérêts ou dividendes « atteints par la prescription quinquennale » et les valeurs mobilières « atteintes par la prescription trentenaire », l'article 111 déclare que les dépôts et avoirs dans les banques sont acquis à l'Etat « lors-

que ces dépôts ou avoirs n'ont fait l'objet, de la part des ayants-droit, d'aucune opération ou réclamation depuis trente années ». Et cette solution entraîne les conséquences suivantes.

Il suffira d'abord que le déposant ne reste pas trente ans sans faire d'opérations sur son compte de dépôts pour que l'Etat n'ait aucun droit sur le compte tout entier. Au contraire, si l'on fait application des principes du droit commun, l'action en restitution des fonds déposés et exigibles depuis plus de trente ans est éteinte par la prescription de même que l'action en paiement des intérêts non réclamés pendant cinq ans. Il peut donc exister des hypothèses où le bénéfice d'une prescription appartenant à une banque n'est pas transféré, attribué à l'Etat : solution sans doute contraire à l'esprit du législateur mais imposée directement par l'interprétation stricte du texte.

Inversement, la nouvelle prescription est acquise à l'Etat par cela seul qu'aucune opération ni réclamation n'a été faite pendant trente ans. Dans certains cas, antérieurement à la loi du 25 juin 1920, elle pouvait ne pas être acquise à la société, car elle ne courait que de l'exigibilité. Il en était ainsi de tous les dépôts à échéance fixe : soit un dépôt exigible après trois ans, la prescription n'était acquise

à la banque que trente-trois ans après le versement des fonds, même quand aucune réclamation ou opération n'avait eu lieu. De telle sorte que la législation nouvelle abrège la durée effective de la prescription en avançant son point de départ.

On le voit, il y a, en matière de dépôts de fonds, d'importantes divergences entre le système consacré par le droit commun et celui de l'article 111. Si l'on recherche les conditions dans lesquelles la prescription est applicable aux dépôts en compte courant, on observera d'autres différences entre les solutions de notre droit commercial et celles que l'interprétation de l'article 111 impose nécessairement. On sait que, d'après le principe de l'indivisibilité du compte courant, les articles de crédit et de débit inscrits dans le compte ne sont pas des créances distinctes, mais les éléments d'un tout indivisible et indécomposable, d'où ressortira, au terme convenu, un solde définitif, qui constituera seul une créance exigible. Il en résulte que tant que le compte n'a pas pris fin par la convention des parties, ou par la mort, l'interdiction, la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture de l'une des parties, il n'y a pas de prescription libératoire au profit de la société, ni pour le capital, ni pour les intérêts; elle ne sera acquise que si le client ne se fait pas payer ou ne fait

pas un acte interruptif de la prescription dans les trente années qui suivent la clôture du compte. D'ailleurs, quand seule une partie du solde créditeur du client a fait l'objet d'un paiement ou d'un acte interruptif; la prescription du surplus sera acquise trente ans après la clôture du compte.

Telles sont les conditions de la prescription applicables au compte courant d'après le droit commun. Mais ici comme pour les simples dépôts de fonds, les termes employés par l'article 111 conduisent à décider que le délai de la nouvelle prescription au profit de l'Etat commence à courir depuis la dernière opération ou réclamation même dans le cas où, le compte courant étant demeuré ouvert, la prescription ne pouvait antérieurement courir en vertu du principe même de l'indivisibilité du compte courant.

Que faut-il entendre par opérations ou réclamations qui, d'après la loi, sont susceptibles d'interrompre la prescription devant bénéficier à l'Etat ? Ni l'article 111, ni le décret du 14 mai 1921, ni l'instruction administrative n'en donnent une définition ou ne permettent d'en déterminer le sens.

Il est vraisemblable qu'il faut entendre par opérations les modifications apportées au compte, qu'il s'agisse de retraits ou prélèvements, de versements, de la remise de coupons et de chèques à l'encaisse-

ment, d'effets de commerce à l'escompte ou à l'encaissement, ou encore d'ordres de virement, sous cette seule condition que ces diverses opérations modifient l'aspect du compte. Mais cette formule n'est peut-être pas assez précise : il semble que, dans l'esprit du législateur, la prescription doit s'accomplir au profit de l'Etat lorsque, pendant trente ans, le déposant a complètement négligé son compte, c'est-à-dire s'est abstenu d'y faire aucune modification, n'a pas manifesté directement ou indirectement l'intention d'être titulaire de ce compte ou de le comprendre parmi les éléments de son patrimoine. Et le sens à donner à l'expression « opérations » étant ainsi précisé, on en exclura logiquement l'inscription, au crédit du compte du déposant, du montant des coupons de titres détenus par la banque de même que l'inscription du montant de l'amortissement des titres ainsi déposés. Il n'y a pas, en effet, dans l'un ou l'autre de ces deux cas, une opération *de la part des ayants-droit*.

Quant à la réclamation, la loi ne détermine pas non plus le sens qu'il faut y attacher. On pourra supposer qu'il s'agit là de toute manifestation de volonté émanant du titulaire du compte, formulée expressément ou non, par laquelle celui-ci conteste l'une ou l'autre des inscriptions portées à son compte.

Cette manifestation de volonté suffit en effet à montrer que le client se considère comme titulaire du compte. Chaque fois, par conséquent, que recevant un relevé de compte de l'établissement de banque, il prétend que ce relevé doit faire l'objet de rectifications quelconques, il y a *réclamation* et la prescription est interrompue. Cet effet se produira d'ailleurs même si postérieurement il est reconnu que la réclamation n'était pas fondée, même si le client la retire spontanément.

Il y a donc lieu à prescription au profit de l'Etat quand trente années se sont écoulées depuis la dernière opération ou la dernière réclamation émanant du titulaire du compte, l'opération et la réclamation devant être entendues comme nous venons de l'indiquer. Il n'est pas besoin de dire tout l'arbitraire, toute l'étrangeté de ces solutions, pourtant certaines, qui viennent illustrer le caractère exceptionnel et incohérent de cette législation qui a réglementé les prescriptions au profit de l'Etat.

Une dernière question se pose ici commune aux trois catégories de droits atteints par l'article 111 de la loi du 25 juin 1920: la prescription est-elle acquise à l'Etat de plein droit, ou, au contraire, peut-il y renoncer ? Il est évident que cette question ne présente aucun intérêt en ce qui concerne la prescrip-

tion des sommes d'argent ou des avoirs en espèces dans les banques (art. 111, al. 3), ces sommes d'argent ne constituant qu'un élément d'actif dont l'Etat n'a aucun intérêt à refuser l'acquisition. Au contraire, si l'Etat prescrit la propriété elle-même des titres d'actions et d'obligations et des parts de fondateur, suivant l'interprétation que donne l'instruction de l'Enregistrement de l'alinéa 2 de l'article 111, il pourra arriver que les titres ne soient pas complètement libérés, et, dans cette hypothèse, l'acquisition par l'Etat l'obligera à effectuer les versements complémentaires lors des appels de fonds. On comprend que cette obligation de libérer les titres soit susceptible d'entraîner pour l'Etat des charges plus grosses que le bénéfice même qu'il tirera de l'acquisition. Pourra-t-il renoncer à cette acquisition ?

L'article 111 se borne à déclarer acquises à l'Etat les valeurs mobilières, mais il ne précise pas s'il y a là pour lui une acquisition forcée. De même, le décret oblige les sociétés et collectivités à remettre au bureau des domaines de leur siège les titres atteints par la prescription, mais il ne dit pas que l'Etat soit tenu de les accepter, et il ne contient aucune disposition qui puisse fournir des arguments sérieux dans un sens ou dans un autre. Quant à l'Instruction administrative, elle déclare que « la

nouvelle catégorie de biens vacants et sans maître créée par la loi du 25 juin 1920 constitue des biens de l'Etat, c'est-à-dire des biens domaniaux », d'où il faudrait conclure que l'Etat ne peut renoncer à leur acquisition. Mais s'il s'agit, comme le prétend formellement l'exposé des motifs, de biens vacants et sans maître, ils font partie du domaine privé de l'Etat, en dépit de la confusion commise par les rédacteurs du Code civil (C. civ. art. 539) et l'Etat est parfaitement fondé à refuser de les acquérir. Cette solution est d'ailleurs la seule qui soit logique, car l'Etat est substitué à la société, c'est-à-dire au débiteur; et tout débiteur peut renoncer à la prescription acquise (C. civ. art. 2220).

Remarquons, en terminant, que si l'Etat peut renoncer à la prescription acquise à son profit, la société n'aura plus aujourd'hui ce même droit, puisqu'elle ne pourrait, avant l'accomplissement de la prescription, renoncer à la partie écoulée de cette prescription ou interrompre la prescription par une reconnaissance des droits du porteur des titres; car elle allongerait ainsi, au préjudice des intérêts du Trésor, une prescription qui ne court pas à son profit. Et cette solution ne saurait encourir le reproche d'écarter les textes du Code civil sur l'interruption de la prescription par la reconnaissance de la dette par

le débiteur : l'article 2248, qui établit cette règle, précise en effet que la prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel *il prescrivait*; or, l'Etat est maintenant substitué à la société, au débiteur, et celui-ci ne prescrit plus.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS DES ÉTABLISSEMENTS VISÉS PAR LA LOI

Les obligations qui incombent aux établissements visés par la loi sont déterminées par les quatre premiers articles du décret d'administration publique du 14 mai 1921. L'Instruction de l'Enregistrement leur consacre sa troisième partie.

L'article premier du décret assujettit aux prescriptions qu'il énumère, non seulement les sociétés, compagnies, entreprises commerciales ou civiles, mais encore les départements, les communes, les établissements publics ou d'utilité publique, et, d'une façon générale, toutes les collectivités soit publiques, soit privées, autres que les sociétés d'habitations à bon marché.

Les établissements visés par la loi sont tenus de remettre à l'Etat ce qui revient à celui-ci par application des dispositions de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920, c'est-à-dire, suivant les cas, les fonds déposés, les coupons, intérêts et dividendes des valeurs mobilières, et le montant de ces valeurs mobi-

lières atteintes par la prescription, dans les conditions que nous avons déterminées plus haut.

Nous avons déjà dit que le texte de l'article 111 déclarait formellement acquis à l'Etat « le montant des coupons, intérêts ou dividendes atteints par la prescription quinquennale » et « les dépôts de sommes d'argent et, d'une manière générale, tous avoirs en espèces dans les banques », ce qui, par conséquent, ne laisse aucune hésitation possible en ce qui concerne ces deux catégories de droits attribués à l'Etat. On sait, au contraire, que le texte légal se borne à viser dans son alinéa 2 « les actions, parts de fondateur, obligations ou autres valeurs mobilières... » sans préciser autrement s'il faut entendre par là le montant de ces valeurs mobilières ou les titres eux-mêmes envisagés dans leur existence matérielle. L'Administration de l'Enregistrement, nous l'avons vu, interprète cette disposition d'une façon toute particulière, puisqu'elle prétend que la propriété elle-même des valeurs mobilières se trouve prescrite au profit de l'Etat après un délai de trente années.

L'article 111 établissant dans son dernier alinéa des pénalités contre les sociétés ou collectivités ayant commis une omission, une dissimulation ou une fraude en matière de « versement ou remise » de

coupons, de titres ou de fonds déposés, on peut croire que la loi a voulu décider que pour les titres, il y aurait non pas versement de leur valeur mais remise des titres en nature.

Le décret s'exprime beaucoup plus nettement. L'article premier déclare que les sociétés ou collectivités sont tenues de remettre au bureau des domaines de leur siège « le montant des coupons » ou « les actions, parts de fondateur, etc... », et, à défaut de ces derniers, des duplicata négociables. Et il ajoute que si les titres sont nominatifs, ils doivent être établis jouissance courante au nom du domaine de l'Etat. Enfin, il envisage le cas où « les valeurs ainsi devenues la propriété de l'Etat ont fait l'objet d'un remboursement ». De même, l'article 3 stipule que les remises au domaine comprennent « toutes les sommes et valeurs » qui ont été atteintes par la prescription au cours du trimestre précédent, et l'article 4 que les relevés établis à l'appui des versements de sommes et valeurs contiennent la désignation précise et détaillée des titres remis au domaine. L'article 6 indique les règles de procédure à suivre pour les remises de titres ou de duplicata.

Ainsi donc, la remise doit porter sur les titres et non sur la valeur de ces titres. Cette solution s'explique parfaitement, si l'on admet, comme le fait l'Ad-

ministration, que le décret attribue à l'Etat la propriété des titres qui n'ont fait l'objet pendant trente ans, de la part des intéressés, d'aucune opération ni réclamation, même indépendamment de tout remboursement ou amortissement : il ne peut être alors question pour l'Etat de recueillir des espèces. Si l'on suppose maintenant que les titres aient été remboursés ou amortis, que ce remboursement ou cet amortissement ait eu lieu depuis plus ou moins de trente ans, on comprend que la remise des titres à l'Etat ne lui servirait à rien mais que ses droits doivent alors porter sur le montant des titres venus à échéance. Aussi, le décret du 14 mai 1921 décide-t-il (art. 1^{er} dernier alinéa) que si les valeurs ainsi devenues la propriété de l'Etat ont été remboursées, rachetées, amorties, ou ont été l'objet de répartitions, lots ou primes de quelque nature que ce soit, le versement des sommes ainsi acquises à titre de remplacement ou d'accroissement sera opéré au domaine dans les formes établies pour la remise du montant des coupons, dividendes ou intérêts. Mais en dehors de ce cas, signalé à titre d'exception, le principe est que les remises à effectuer par les sociétés ou collectivités ont pour objet les titres eux-mêmes, lorsqu'ils sont atteints par la prescription, ou, à défaut, des duplicata négociables.

Il est vrai que ce principe souffrira d'autres exceptions. Pour que les titres eux-mêmes soient remis par les sociétés, il faut que celles-ci en soient possesseurs. Ce cas ne sera pas très fréquent en pratique; il se présentera, par exemple, lorsque les titres attribués à l'Etat par prescription n'auront jamais été réclamés par leur propriétaire, ou que ces titres ayant été déposés pour lui dans les caisses sociales, il ne les aura pas retirés. Cette situation ayant duré trente années, la prescription, d'après l'interprétation de l'Enregistrement, sera acquise à l'Etat, et la société sera en mesure de remettre les titres eux-mêmes. Bien plus souvent, les sociétés exécuteront les obligations qui leur incombent en remettant des duplicata au domaine.

Il convient, par ailleurs, d'observer que les titres eux-mêmes ne pourront être remis directement que s'ils ont la forme au porteur. Les titres établis au nom de leur propriétaire ne pourront être utilisés par l'Etat que s'ils sont libellés à son nom. Mais le décret est plus exigeant, car toutes les fois, déclare-t-il, que les titres comportent la forme nominative, la remise des valeurs s'opérera au moyen de titres de cette nature établis jouissance courante au nom de l'Etat. En vertu de cette disposition, prise pour éviter les risques de vol et de perte, tous les titres atteints par la prescription au profit de l'Etat doivent

être convertis au nominatif, s'ils comportent cette forme nominative. Il résultera de ces formalités des frais, particulièrement des frais de confection de titres. Aucune disposition n'interdit aux sociétés de les réclamer à l'Etat ou de les déduire des sommes dues à celui-ci, comme elles peuvent le faire à l'égard de tous les autres porteurs. Quant aux droits d'enregistrement afférents aux transferts et aux conversions des titres au porteur en titres nominatifs, l'Etat est dispensé de les payer, par application de l'article 70 de la loi du 22 frimaire an VII.

Lorsque les titres sont remis au domaine sous la forme au porteur, parce que ne comportant pas la forme nominative, il faut admettre qu'ils restent soumis à la taxe annuelle de transmission. La société est tenue d'acquitter la taxe sur l'ensemble des titres émis par elle et est fondée à en faire la retenue sur les coupons. De même, les titres remis à l'Etat demeurent, quelle que soit leur forme, soumis au droit de timbre par abonnement et à la taxe de 12 pour cent sur le revenu des valeurs mobilières : le seul fait que les titres sont acquis à l'Etat ne saurait dispenser les sociétés du paiement des droits de timbre; quant à la taxe sur le revenu, elle est perçue en bloc sur l'ensemble des titres.

D'ailleurs, ces différentes questions n'ont guère

d'intérêt, en ce qui concerne du moins la taxe annuelle de transmission et l'impôt sur le revenu, car c'est l'Etat qui perçoit le droit et qui l'acquitte. Il en est autrement dans le cas où la société a déclaré prendre à sa charge la taxe sur le revenu. On sait quant à la taxe de transmission que la loi du 30 juin 1923 (art. 19) interdit et annule toutes clauses ou conventions ayant pour objet de supprimer le recours accordé par l'article 7 de la loi du 23 juin 1857 aux sociétés tenues d'avancer la taxe annuelle de transmission instituée par cette dernière loi.

Une autre situation doit être signalée ici que nous avons déjà envisagée dans la seconde partie de cette étude. Lorsque les titres dont la propriété est considérée par l'instruction de l'Enregistrement comme acquise à l'Etat ne sont pas entièrement libérés, l'Etat acquéreur est tenu, comme tout acquéreur, d'effectuer les versements complémentaires au moment des appels de fonds de la société. Cette solution est commandée par l'équité : l'Etat, devenu propriétaire des titres, et touchant les intérêts et dividendes, ne peut se dispenser d'achever la libération de ces titres. Nous avons dit, dans ces conditions, qu'il était préférable d'admettre que l'Etat était fondé à refuser l'acquisition des titres non libérés et à se

décharger ainsi de l'obligation d'effectuer les versements complémentaires.

Quant aux détails d'application, les articles 2 à 4 du décret d'administration publique règlent la forme des remises que doivent effectuer les établissements intéressés. Les remises au domaine doivent avoir lieu, d'après l'article 3, dans le courant des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année, c'est-à-dire dans le courant du premier mois de chaque trimestre pour les sommes et valeurs qui ont été atteintes par la prescription quinquennale ou trentenaire au cours du trimestre précédent. La première remise a donc eu lieu en juillet 1921 : à titre transitoire, elle comprenait toutes les sommes atteintes par la prescription depuis la mise en vigueur de la loi du 25 juin 1920 jusqu'au 30 juin 1921 inclus. C'est au bureau des domaines du siège de l'établissement que les remises sont effectuées. Mais, lorsqu'il s'agit de banques, d'établissements ou d'entreprises qui possèdent des agences ou succursales et dont les écritures comptables ne sont pas centralisées à l'établissement principal, la remise doit être faite au bureau des domaines du siège de l'agence ou de la succursale intéressée. Cette solution n'est d'ailleurs précisée par l'article 2 du décret qu'en ce qui concerne la remise des dépôts et avoirs en espèces :

il semblerait très logique de l'étendre aux autres catégories de droits attribués à l'Etat par l'article 111 de la loi du 25 juin 1920, c'est-à-dire aux coupons, intérêts et dividendes et aux valeurs mobilières.

Aux termes de l'article 4 du décret précité, les remises doivent être accompagnées d'états détaillés destinés à permettre le contrôle de l'Administration. Ces relevés doivent faire ressortir distinctement, suivant les cas : 1° la désignation précise des coupons, intérêts et dividendes compris dans le versement, l'indication de leur montant, la date de leur exigibilité ainsi que la date d'échéance de la prescription quinquennale; 2° la désignation précise des titres ou duplicata remis au domaine, l'indication de leur valeur nominale, la nature et la date de la dernière opération dont les titres ont fait l'objet ainsi que la date d'échéance de la prescription, ou, s'il s'agit de titres amortis ou ayant bénéficié de répartitions, lots ou primes de quelque nature que ce soit, la désignation précise et détaillée de ces titres, le montant et la date d'exigibilité des sommes, lots ou primes et autres produits y afférents, la nature et la date de la dernière opération dont ils ont fait l'objet, ainsi que la date d'échéance de la prescription; 3° le nom et la qualité du déposant ainsi que la nature et le montant des dépôts ou avoirs en espèces versés au domaine,

la date de la dernière opération dont ils ont fait l'objet et la date d'échéance de la prescription.

Ces relevés doivent être certifiés véritables par les directeurs ou gérants des établissements ou collectivités tant pour leur établissement principal que pour leurs agences ou succursales, par les préfets pour les départements, par les maires pour les communes et par les administrateurs légaux pour les établissements publics et d'utilité publique.

Il faut ajouter que le décret n'impose pas le dépôt de relevés négatifs.

On remarquera que ni l'article 111, ni le décret du 14 mai 1921, ni même l'instruction administrative n'exigent des établissements débiteurs l'indication des numéros des titres dont les coupons sont atteints par la prescription quinquennale. Les sociétés ne sont donc pas tenues, en principe, de porter cette indication sur leurs états. D'ailleurs, pour la plupart d'entre elles la chose serait impossible. Beaucoup usent de leur droit certain de ne pas faire d'émargement sur leurs registres; d'autres qui pratiquent cette opération n'y consacrent que peu de soins et il arrive parfois que le nombre des numéros émargés est plus élevé que celui des numéros qui restent effectivement à payer. Aussi les sociétés seraient-elles le plus souvent dans l'impossibilité d'in-

diquer les numéros exacts de ces derniers coupons et les renseignements qu'elles pourraient donner n'auraient qu'une valeur toute relative. L'Administration de l'Enregistrement a prétendu, cependant, exiger des établissements l'indication des numéros des titres dont les coupons sont atteints par la prescription quinquennale; cette prétention semble manifestement illégale.

Quoi qu'il en soit, les sociétés et collectivités sont tenues, par application des prescriptions réglementaires, d'effectuer en temps voulu les remises au domaine des coupons, valeurs mobilières et dépôts acquis à l'Etat et d'accompagner ces remises de relevés détaillés devant permettre le contrôle de l'Administration. Cette obligation n'entraîne aucune difficulté lorsque les droits dont il s'agit sont incontestablement prescrits au profit de l'Etat. Mais, lorsqu'il en est autrement, lorsque des réclamations ont été faites relatives précisément au point de savoir si la prescription est bien accomplie, les sociétés intéressées sont-elles dispensées d'effectuer les remises et de fournir les relevés ? Il semble que non : les termes impératifs et absolus du décret n'autorisent pas les établissements débiteurs à se soustraire, à l'époque fixée par la loi, à l'exécution de leurs obligations. Si le propriétaire des coupons ou des titres, si le titu-

laire du dépôt prétend, par exemple, n'avoir pas perdu ses droits, notamment en raison d'une cause de suspension, de sa minorité par exemple, il n'aura aucun recours contre la société qui n'a fait la remise que légalement contrainte, et qui, par conséquent, n'a commis aucune faute susceptible d'engager sa responsabilité. Mais, bien entendu, l'Etat ayant acquis des droits qui ne lui appartenaient pas pourra être recherché par l'intéressé.

Si nous supposons maintenant que les conditions nécessaires pour que la prescription soit acquise à l'Etat se trouvent réunies, quelle sera la situation de la société ayant consenti à faire, postérieurement à l'échéance de la prescription, une opération quelconque sur les titres ou sur le compte prescrit ? Assurément, la société demeurera, dans cette hypothèse, obligée, vis-à-vis de l'Etat, d'accomplir les obligations qui lui incombent; elle n'aura de recours, au moyen de l'action en répétition de l'indû, que contre la personne à qui elle aura indûment remis les titres ou versé le capital des titres, le montant des coupons ou le montant des sommes déposées.

Mais la question se pose de savoir, lorsque les coupons ou les titres prescrits au profit de l'Etat sont présentés à la société, si celle-ci peut ou doit les re-

tenir. Il faut distinguer suivant qu'il s'agit de coupons ou de titres.

En ce qui concerne les coupons, la société ne peut, dans aucun cas, les retenir lorsqu'ils lui sont présentés. Le coupon est, en effet, le titre qui constate les droits du porteur, c'est un objet matériel qui n'appartient ni à la société, ni à l'Etat, mais dont le porteur reste propriétaire, même lorsque ce coupon cesse de lui conférer des droits. Antérieurement à la loi du 25 juin 1920, la société, à qui bénéficiait la prescription, n'était certainement pas fondée à retenir les coupons qui lui étaient présentés ; elle ne peut donc, maintenant, *a fortiori*, jouir de ce droit. Cette solution rationnelle ne présente par ailleurs aucun inconvénient : tout intéressé peut facilement savoir si l'époque de la mise en distribution des dividendes ou des intérêts afférents au coupon remonte à plus de cinq ans, même lorsque ce coupon est conservé par le porteur.

Quant aux titres, s'ils ont fait l'objet d'un remboursement ou d'un amortissement depuis plus de trente ans, l'Etat acquiert seulement les droits qui, avant la loi du 25 juin 1920, bénéficiaient aux sociétés et collectivités ; or celles-ci n'étaient pas fondées à retenir les titres dont la propriété, en tant qu'objets matériels, demeurerait au porteur. Ce point est incontestable.

Mais nous avons vu que, d'après l'interprétation que l'instruction de l'Enregistrement a donnée de l'article 111, la propriété du titre lui-même se prescrit également par trente ans au profit de l'Etat sous la seule condition qu'aucune opération n'ait été effectuée par l'ayant-droit durant ce délai, et nous avons dit que cette prescription produisait son effet indépendamment de tout remboursement de capital et de tout amortissement. Convient-il, dans cette hypothèse, de reconnaître à la société le droit de retenir, lorsqu'ils lui sont présentés, les titres ainsi acquis à l'Etat ? La réponse affirmative paraît s'imposer ici. Bien plus, ce n'est pas seulement un droit, une faculté pour la société, mais une obligation pour elle de retenir ces titres destinés à être remis à l'Etat. Si l'on admet, en effet, l'interprétation de l'Enregistrement, il suffit de lire le dernier alinéa de l'article 111 qui envisage expressément la *remise des titres* pour comprendre qu'il s'agit bien ici de l'obligation incombant à la société de livrer les titres à l'Etat et, par conséquent, de les retenir quand ils parviennent entre ses mains. De même, l'article premier du décret du 14 mai 1921 déclare que les sociétés et collectivités doivent remettre au domaine « les actions, parts de fondateur, obligations et autres valeurs mobilières émises par elles et atteintes par la prescrip-

tion trentenaire, ou, à défaut, des duplicata négociables ». Or, les sociétés ne possèdent généralement pas les titres et, pour qu'il en fût autrement, il faudrait supposer, hypothèse sans doute extrêmement rare, qu'une société ayant créé des titres, ces titres n'aient pas été réclamés, et se trouvent encore après un délai de trente ans dans les caisses de la société ou bien qu'ils aient été déposés, à titre de gage ou en vue de l'assistance aux assemblées générales, par leurs propriétaires qui auraient omis de les réclamer. Il est donc permis de prétendre que les textes (art. 111, dernier alinéa et décret 14 mai 1921, art. 1^{er}) obligent implicitement les sociétés à saisir les titres quand ils leur sont présentés, puisque c'est là pour elles le seul moyen, ou à peu près le seul, d'avoir les titres et de les remettre au domaine.

Il est vrai que cette obligation, en admettant qu'elle pèse sur les sociétés, est dépourvue de sanction. Les collectivités doivent remettre à l'Etat les titres originaux ou, à défaut, des duplicata négociables. Et quand elles remettent des duplicata, elles ne causent aucun préjudice à l'Etat, puisque ces duplicata confèrent les mêmes droits que les titres eux-mêmes. Ceux-ci perdent leur valeur et, si l'on suppose que les acquéreurs ultérieurs se plaignent d'avoir été lésés par le fait qu'on a laissé en circu-

lation des titres dépourvus de valeur, les collectivités ne peuvent être déclarées responsables de ce dommage, car elles n'ont commis aucune faute vis-à-vis d'eux. Mais, en pratique, il semble que les collectivités retiendront les titres sur lesquels aucune opération n'a été faite depuis plus de trente ans.

Si la société se borne à remettre au domaine des duplicata, il résultera du système de l'Administration des inconvénients multiples pour les tiers, et, d'une façon générale, pour la circulation des titres. C'est qu'en effet aucun texte n'oblige la société à exercer des diligences particulières susceptibles d'informer les tiers que des titres, dont ils sont ou peuvent devenir possesseurs, ont perdu toute valeur. Elle n'est pas tenue d'avertir les propriétaires si elle les connaît, par exemple, s'il s'agit de titres nominatifs, non plus que de faire insérer des annonces dans les journaux ou de faire publier un avis destiné à mettre en garde les acquéreurs éventuels. Ces diligences coûteuses ne peuvent, en l'absence d'une disposition expressément formulée par la loi, être imposées à la société. Et les conséquences de cette situation peuvent être facilement aperçues. Aucune surprise ne sera à craindre pour les acquéreurs de titres remboursés, amortis, sortis au tirage depuis plus de trente ans, quand les droits dérivant des titres sont

prescrits au profit de l'Etat; il s'agit là d'événements présentant un caractère général, communs à tous les titres d'une société ou à toute une catégorie de ces titres et qu'il est aisé de connaître. Mais il en sera tout autrement, dans le système de l'Administration, de la prescription de la propriété des titres au profit de l'Etat; ici, l'insécurité pourra être complète. Le seul fait qu'il n'y a pas eu de dividendes distribués pendant trente ans ne permettra pas, nous l'avons dit, de conclure que les droits du porteur sont prescrits, car ce porteur aura pu accomplir d'autres actes de propriétaire; et cependant il résultera de ce seul fait que les titres trouveront peut-être difficilement des acquéreurs; ceux-ci demanderont que leur soient apportées toutes justifications utiles touchant les opérations faites sur les titres. S'il y a eu des dividendes distribués, mais que les titres n'y aient pas pris part, la prescription sera également acquise à l'Etat, sans que l'acquéreur puisse précisément s'assurer que les coupons n'ont pas été payés, sauf le cas où tous les coupons afférents aux trente dernières années sont encore attachés aux titres. Et l'acquéreur ainsi dépouillé par l'Etat, réduit à exercer un recours contre le vendeur, devra encourir les risques de l'insolvabilité de ce dernier.

Tous ces inconvénients, et d'autres encore, gê-

neront considérablement la circulation des titres, mais ne sauraient malgré tout l'arrêter. Seulement, chaque fois que l'acquéreur d'un titre créé plus de trente ans avant l'achat apprendra que ce titre est acquis à l'Etat, par exemple quand la société refusera de lui payer les dividendes ou les intérêts, il recourra contre son vendeur, ou, si le titre a été acheté par l'intermédiaire d'un agent de change, contre celui-ci. De même que l'agent de change doit livrer à son client des titres réguliers qui ne soient ni amortis par voie de tirages, ni frappés d'opposition publiée en vertu de la loi du 15 juin 1872, il ne remplit pas les obligations que lui impose son mandat, lorsqu'il livre à l'acheteur des titres ayant perdu toute valeur intrinsèque. Il sera d'ailleurs fondé lui-même à recourir contre l'agent de change vendeur et ce dernier contre le client qui lui a remis les titres prescrits au profit de l'Etat. Cette solution est incontestable. La jurisprudence qui estime que toute défectuosité du titre vendu constitue un vice caché et autorise l'acheteur à obtenir la résolution de cette vente recevra vraisemblablement son application. En réalité, il paraît plus exact, au lieu de voir là une action en nullité, de la négociation, soit pour vice redhibitoire, soit pour erreur sur la substance de la chose vendue, de considérer que le recours de l'ac-

quéreur du titre tend simplement à obtenir l'exécution de la vente elle-même quand le recours est dirigé contre le vendeur.

Telles sont les obligations que la nouvelle législation met à la charge des sociétés et collectivités visées par l'article III de la loi du 25 juin 1920 et les conséquences de l'interprétation administrative donnée aux textes relatifs à la prescription au profit de l'Etat. On n'a pas voulu établir une réglementation aussi impérieuse que celle-ci sans soumettre les établissements assujettis à un contrôle particulier de l'Administration. C'est de ce contrôle que nous dirons maintenant quelques mots.

L'article III précise que « les agents de l'enregistrement, des domaines et du timbre ont le droit de prendre communication au siège des banques, établissements ou collectivités visés au présent article, ou dans leurs agences ou succursales, de tous registres, délibérations et documents quelconques pouvant servir au contrôle des sommes ou titres à remettre à l'Etat.

On s'est demandé s'il était bien nécessaire de prévoir des mesures particulières de contrôle et si des textes antérieurs, notamment les lois des 23 Août 1871 et 21 juin 1875, n'auraient pas permis à l'Administration de s'assurer de l'exacte applica-

tion des prescriptions légales. Mais les conditions dans lesquelles peut jouer le droit de communication conféré aux agents de l'Enregistrement par les deux lois précitées et le contrôle de l'application de l'article 111 sont différentes les unes des autres.

Le droit de communication n'est accordé par les lois de 1871 et de 1875 que pour assurer l'application de tous les impôts (enregistrement, timbre et taxe sur le revenu) dont la perception est confiée à l'Administration de l'Enregistrement. Or, l'article 111 de la loi du 25 juin 1920 n'a pas créé un véritable impôt, mais un revenu domanial ; l'article 5 du décret du 14 mai 1921 l'indique très nettement : « le recouvrement des sommes à verser au domaine, ainsi que les remises de titres ou duplicata, sont poursuivis et les instances introduites et jugées comme en matière de recouvrement de produits et revenus domaniaux ». Il en résulte que, la Régie ne pouvant user du droit de communication dans un intérêt domanial (V. déc. Min. Fin. 18 Septembre 1883. Journal de l'Enregistrement n° 22.176), les lois de 1871 et de 1875 ne pouvaient ici recevoir leur application normale.

De plus, les lois de 1871 et 1875 ne soumettent à la communication que les sociétés qui ont émis des actions ou obligations. En effet, les lois des 5 juin

1850 et 23 juin 1857 n'avaient assujetti les sociétés à la communication que pour les registres à souches des titres et les registres de transferts et conversion des titres, ce qui suppose que des titres ont été créés. La loi du 23 Août 1871 n'a étendu le droit de communication qu'en ce qui concerne les lois dont l'exécution peut être assurée par la Régie au moyen de la communication ; car elle dit : « les sociétés, compagnies et tous autres assujettis aux vérifications des agents de l'enregistrement *par les lois en vigueur.* » La loi du 21 juin 1875 emploie des termes analogues : « les sociétés... et tous autres assujettis aux vérifications des agents de l'enregistrement ». Au contraire, les banques sont soumises au contrôle établi par l'article 111, alors même qu'elles n'ont pas émis de titres négociables, sous cette seule condition, en fait toujours remplie, qu'elles reçoivent des dépôts ou ouvrent des comptes courants.

Enfin, il existe une autre différence en ce qui concerne les documents sujets à communication dans l'un et l'autre cas. Le contrôle prévu à l'article 111 porte sur tous les documents susceptibles de permettre à l'Administration de s'assurer qu'il n'a pas été porté atteinte aux droits de l'Etat, tandis que, suivant la loi de 1871, les seuls documents sujets à communication sont les documents qui ont trait à

la comptabilité. Il est vrai que, sur ce point, le contrôle de la loi de 1871 est beaucoup plus étendu qu'il ne paraît, car la jurisprudence (v. notamment Cass. Req. 7 novembre 1905, S. 07.1.97. D. 08.1.436) déclare que par documents de comptabilité, il faut entendre tous les documents qu'il peut être utile de consulter dans l'intérêt de la régie, autrement dit, tous les écrits susceptibles de contenir ou de faire connaître une contravention aux lois d'enregistrement et de timbre, et, par exemple, les chèques, quittances, bilans et autres pièces de comptabilité, les livres de commerce obligatoires et facultatifs, les registres de délibérations, les lettres missives, etc... Au contraire, il semble que la portée du droit d'investigation prévu à l'article 111 soit plus limitée, mais il est difficile de lui assigner des limites précises.

Etant donné le caractère particulièrement restrictif de la formule employée par le législateur, on peut admettre que communication ne peut être demandée par les préposés de l'Administration des documents qui, par leur nature, ne sont pas destinés à contenir des indications relatives aux droits éventuels de l'Etat, c'est-à-dire aux dépôts, aux coupons et aux valeurs mobilières ; et il en est ainsi, par exemple, des délibérations des conseils d'administra-

tion ou des assemblées générales, des différents livres d'effets de commerce, du livre de caisse. Les Agents de l'Enregistrement pourront, au contraire, consulter utilement le livre de copies de lettres, les dossiers de correspondance qui sont susceptibles de leur faire connaître l'existence de réclamations ou d'opérations sur les titres ou sur les dépôts de sommes d'argent.

Quant aux diligences à exercer, l'instruction administrative précise que toutes les fois qu'ils auront à se transporter au siège ou dans une agence ou succursale d'une société ou collectivité visée par la loi, les employés supérieurs de l'Enregistrement devront se munir des relevés déposés au bureau des domaines depuis la dernière vérification et en contrôler l'exactitude en se faisant représenter tous registres, délibérations ou documents nécessaires. Ils devront revêtir les relevés ainsi vérifiés d'une mention datée et signée. Il faut d'ailleurs remarquer que le droit d'investigation n'est pas limité aux seuls employés supérieurs et qu'il peut être exercé par le receveur lui-même aux sièges et succursales des sociétés situées dans le ressort de son bureau.

Nous terminerons ces quelques observations relatives au contrôle de l'Administration, en indiquant qu'étant donné les termes très généraux dans lesquels

s'exprime l'article III, les établissements assujettis peuvent être vérifiés non seulement pour le contrôle de leur propre situation vis-à-vis du domaine, mais aussi pour le contrôle de la situation des autres collectivités ou banques soumises à la loi.

Une dernière question doit encore être examinée. Après avoir déterminé les obligations qui pèsent sur les sociétés et collectivités assujetties à l'article III, et indiqué les mesures de contrôle établies en faveur de l'enregistrement, il reste à rechercher quels sont les droits des propriétaires de titres ou de coupons dépouillés ou des titulaires de comptes de dépôts acquis à l'Etat. Ces droits varient suivant la nature de la prescription dont profite l'Etat à leur préjudice. S'il s'agit de la prescription des coupons, intérêts et dividendes ou de la valeur des titres remboursés ou amortis depuis plus de trente ans ou encore de la prescription des sommes déposées et des avoirs en banque, l'Etat se voit seulement attribuer des droits qui, avant la loi du 25 juin 1920, étaient acquis soit à la société, soit à la banque : les particuliers dépouillés n'auront, bien entendu, aucune action ni contre l'Etat ni contre la société qui était leur débitrice, ni contre la banque dans les caisses de laquelle le dépôt de fonds a été effectué. S'il s'agit de l'acquisition par l'Etat de droits qui auparavant

n'appartenaient pas à la société, il faudra décider que les particuliers frustrés ne jouissent d'aucun recours : la collectivité intéressée s'est bornée à exécuter les obligations que lui impose la nouvelle législation et l'Etat tenant ses droits de la loi se trouve lui-même à l'abri de tout recours.

Seulement, si l'on suppose que la société ou la collectivité a versé ou remis à l'Etat des sommes ou des titres sur lesquels la prescription ne pouvait avoir effet parce que, par exemple, les conditions exigées par la loi n'étaient pas remplies, cette société ou collectivité n'est pas libérée vis-à-vis des ayants droit.

Enfin, si l'on envisage le cas où la société a remis, comme la loi l'y oblige, les titres ou versé les fonds à l'Etat après l'achèvement du délai de trente ans, il peut arriver que l'ayant droit se présente ensuite et prouve que la prescription a été suspendue à son profit, par suite de sa minorité ou de toute autre cause de suspension. Il est évident, dans cette dernière hypothèse, que la remise à l'Etat a été effectuée à tort. L'Etat pourra être poursuivi par l'action en répétition de l'indû et condamné à restituer les droits dont il n'est pas fondé à bénéficier ; mais aucune action ne pourra être intentée contre la société qui s'est strictement soumise aux dispositions légales.

CHAPITRE IV

APPLICATION DES PRESCRIPTIONS LÉGALES

Nous réunissons dans ce chapitre certaines questions accessoires que pose la nouvelle législation des prescriptions au profit de l'Etat, questions de compétence, de procédure, examen des pénalités applicables aux contraventions commises dans l'exécution de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920 et du décret d'administration publique du 14 mai 1921, non-rétroactivité de la nouvelle réglementation. Nous envisagerons enfin brièvement, du point de vue de la pratique, les mesures d'exécution qui ont été prises par les établissements assujettis à la loi, et, en particulier, par les établissements de banque.

1° *Compétence et Procédure*

On sait que « suivant l'article 5 du décret du 14 mai 1921, le recouvrement des sommes à verser au domaine ainsi que les remises de titres ou dupli-

cata, sont poursuivis et les instances introduites et jugées comme en matière de recouvrement de produits et revenus domaniaux. » Mais ce texte ne précise pas si ces valeurs font partie du domaine public ou du domaine privé. Nous avons dit que l'exposé des motifs de l'article III prétendait faire application, en ce qui concerne les titres, de la théorie des biens vacants et sans maître. Or, ces biens font partie du domaine privé de l'Etat. Les contestations qui s'élèvent à la suite de l'acquisition par l'Etat des droits qui lui sont reconnus en vertu de la prescription sont donc, comme toutes les contestations nées de l'exercice des droits de personne privée, de la compétence des tribunaux ordinaires.

Le décret, il est vrai, ne fait allusion qu'aux actions susceptibles d'être intentées non pas par l'Etat, mais contre lui, notamment par les sociétés ou établissements qui prétendraient avoir versé à tort des sommes non atteintes par la prescription ou par les particuliers dépouillés de leurs droits qui viendraient affirmer, après le versement fait par la société intéressée à l'Etat, qu'il existait à leur profit une cause de suspension. Et l'on s'est demandé si le droit commun n'était pas applicable aux actions intentées par l'Etat, ce qui entraînerait dès lors la compétence du Conseil d'Etat. Mais il n'en est rien, puisque la loi

assimile les sommes réclamées par l'Etat aux produits domaniaux et que ceux-ci donnent lieu à la compétence des tribunaux judiciaires.

2° Pénalités

Les pénalités dont sont passibles les contraventions tant à la loi qu'au décret rendu pour son exécution sont prévues au dernier alinéa de l'article 111. Elles sont uniquement pécuniaires : comme il ne s'agit pas d'impôts, l'article 112 de la loi du 25 juin 1920, qui punit d'une amende correctionnelle et, en cas de récidive dans un délai de cinq ans, d'un emprisonnement, quiconque se sera frauduleusement soustrait ou aura tenté de se soustraire frauduleusement au paiement des impôts, ne s'applique pas aux fraudes par lesquelles les sociétés et les banques se dérobent aux obligations mises à leur charge par l'article 111 et le décret du 14 mai 1921.

D'autre part les pénalités prévues à l'article 111 sont applicables indépendamment de la bonne ou mauvaise foi des intéressés : toute omission, même

involontaire, constitue une contravention punissable. (1).

Il y aura, par exemple, contravention aux dispositions de l'article 111 ou du règlement d'administration publique, et, par conséquent, application des pénalités, lorsque la société n'effectuera pas les remises au domaine dans les délais fixés, lorsque les remises n'auront été que partielles. Il en sera de même lorsque les relevés accompagnant les versements seront eux-mêmes incomplets, lorsque la société, possesseur des titres prescrits au profit de l'Etat, se bornera à remettre des duplicata, et aussi lorsqu'elle refusera communication de ses documents aux agents de l'Enregistrement. Cette énumération n'est d'ailleurs pas limitative.

Les pénalités applicables consistent dans une amende de 100 à 5000 francs en principal (180 à 9000 frs avec les décimes) pour chaque contravention.

Cette amende, dit l'article 111, dernier alinéa, est « augmentée, le cas échéant, d'une somme égale au montant des coupons, intérêts, dividendes, dépôts ou avoirs ou à la valeur nominale des titres pour

(1) Les pénalités sont susceptibles, d'ailleurs, de remise gracieuse dans les conditions ordinaires; mais les sommes (intérêts ou capitaux) revenant à l'Etat ne sauraient, en aucun cas, faire l'objet d'aucune décharge ou modération.

lesquels une omission, une dissimulation ou une fraude quelconque aura été commise. » L'instruction administrative prétend que cette disposition doit être entendue en ce sens qu'en toute hypothèse, il est dû à l'Etat, indépendamment de l'amende de 100 frs à 5000 frs, le montant des sommes dont le Trésor a été frustré.

Il faut d'ailleurs remarquer que lorsqu'il s'agit de titres, cette amende supplémentaire peut être considérable, car ce n'est pas la valeur dont a été privé le Trésor, c'est-à-dire une somme égale au cours du titre qui doit être versée, mais la valeur nominale du titre, très souvent supérieure à la valeur réelle. Il est vrai qu'en revanche la société ne paiera que la valeur nominale, même si celle-ci est inférieure à la valeur réelle du titre.

3° Non-rétroactivité de la nouvelle législation

Les lois ne sont pas rétroactives, en principe, (Code civil, art. 2) et il en est ainsi de la loi du 25 juin 1920 et en particulier de l'article 111. Quand une loi modifie la durée des prescriptions, soit pour l'allonger, soit pour la réduire, les prescriptions déjà accomplies ne sont pas touchées, mais celles qui sont en cours subissent l'effet du changement. On

doit donc admettre que les dispositions de l'article 111 ne peuvent s'appliquer aux valeurs et fonds qui, au moment de la promulgation de la loi, étaient déjà atteints par la prescription mais qu'elles doivent produire leur effet en ce qui concerne les prescriptions déjà commencées mais non encore accomplies.

Si l'on fait application de ces règles aux différents droits attribués à l'Etat par l'article 111, on aboutit aux solutions suivantes.

Les coupons, intérêts et dividendes échus depuis plus de cinq ans au moment de la promulgation de la loi et les capitaux échus depuis plus de trente ans ne sont pas acquis à l'Etat. Cette solution est consacrée par l'article 3 du décret d'après lequel les remises du premier semestre au domaine comprendront toutes les sommes et valeurs atteintes par la prescription *depuis la mise en vigueur de la loi* jusqu'au dernier jour du trimestre précédent.

Si, d'autre part, par suite d'une cause de suspension, la prescription de capitaux exigibles depuis plus de trente ans n'était pas accomplie au jour de la promulgation de la loi au profit de la société, celle-ci devra les remettre à l'Etat dès l'achèvement de la prescription.

Quant à la prescription particulière de la propriété des titres, lorsque, d'après le système de l'Ad-

ministration de l'Enregistrement, ces titres n'ont fait l'objet depuis trente ans, de la part des ayants droit, d'aucune opération, il convient d'appliquer les mêmes principes.

C'est surtout en ce qui concerne les dépôts de fonds que la question de la non-rétroactivité a été discutée. Nous avons vu que l'instruction administrative, se fondant sur l'article 2236 du Code civil, a prétendu que les établissements de banque et les sociétés de crédit ne pouvaient pas, avant la loi du 25 juin 1920, opposer la prescription aux déposants. Cette interprétation est très critiquable, car l'article 2236 du Code civil ne refuse qu'au dépositaire de corps certain le droit d'opposer la prescription au déposant, et il n'existe aucun argument sérieux de texte ou de principe pour ne pas assimiler, en matière de dépôts de fonds, l'action du déposant en restitution de la somme déposée aux actions ordinaires, prescriptibles par trente ans au profit du débiteur.

Le décret du 14 mai 1921 semble d'ailleurs confirmer cette solution : l'article 3 déclare que la première remise trimestrielle à opérer au domaine devra comprendre toutes les sommes atteintes par la prescription *depuis la loi du 25 juin 1920*, ce qui implique que les sommes déjà prescrites au profit

des banques avant la loi ne sont, pas plus que les intérêts ou le capital des valeurs mobilières prescrits avant cette même époque, attribuées à l'Etat ; beaucoup moins nettement, il est vrai, l'article 2 oblige les maisons de banque et les établissements de crédit à faire remise à l'Etat de tous les dépôts et avoirs qui n'ont fait l'objet, de la part des ayants droit, d'aucune opération ou réclamation depuis trente ans.

Quant à l'exposé des motifs, il précise que les dépôts à verser au domaine la première année de l'application de la loi doivent comprendre toutes les sommes qui sont abandonnées dans les banques et établissements de crédit *depuis plus de trente ans* et il ajoute que parmi ces dépôts il s'en trouvera qui sont abandonnés *depuis quarante ans, cinquante ans et plus...*

Nous ne reviendrons pas sur les raisons qui conduisent logiquement à repousser un pareil système : l'Etat se voit attribuer, après trente années, les sommes déposées et les avoirs en banque, mais c'est à la condition que ces sommes et avoirs n'aient pas été atteints par la prescription trentenaire au profit des établissements antérieurement à la loi du 25 juin 1920 ; et, en effet, dès l'instant où la prescription du droit commun a été acquise à ces établissements, la créance de restitution des déposants se trouve éteinte ;

il n'y a plus, à proprement parler, ni dépôts, ni avoirs. Il n'existe, d'autre part, aucun motif véritable de faire à cet égard une distinction entre les dépôts et les coupons ou valeurs. Dans tous les cas, le principe formel de la non-rétroactivité doit recevoir application.

4° Mesures d'exécution

Une législation aussi exceptionnelle que celle qui résulte de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920 devait entraîner dans l'application pratique de nombreuses difficultés, renforcées d'ailleurs par l'interprétation irrationnelle des textes par l'Administration de l'Enregistrement. Nous avons, au cours de cette étude, envisagé successivement les problèmes que soulevaient à première vue l'article 111 et le décret du 14 Mai 1921 ; il en naîtra certainement beaucoup d'autres avec le temps, des contestations s'élèveront et les tribunaux seront amenés à trancher les cas d'espèce qui leur seront soumis. L'interprétation qu'ils donneront des dispositions légales sera utile à connaître.

Jusqu'à présent, les sociétés et collectivités se sont conformées à la nouvelle législation, non sans de grandes incertitudes ; elles ont pour la plupart

effectué les déclarations et les remises prescrites.

Les établissements de banque ont également pris les mesures d'exécution convenables et donné à leurs agences et succursales les instructions nécessaires. Ils ont, en conformité des textes, déclaré définitivement acquis à l'Etat : 1° leurs propres actions « atteintes par la prescription trentenaire », c'est-à-dire n'ayant fait l'objet, pendant trente ans ou davantage, d'aucune opération telle que paiement de dividendes, transfert, etc... ; 2° les dividendes à payer de ces actions qui ont été atteints par la prescription quinquennale de l'article 2277 du Code civil depuis la date de mise en vigueur de la loi du 25 juin 1920 ; 3° les dépôts de sommes d'argent ou avoirs en espèces de toute nature n'ayant fait l'objet, de la part des ayants droit, d'aucune opération ou réclamation depuis trente années.

Quant aux dépôts et avoirs, il y a eu des divergences d'interprétation suivant les banques. Certaines ont, à fort juste titre, estimé que les dépôts et avoirs atteints par la prescription trentenaire avant la loi du 25 juin 1920 leur étaient définitivement acquis et ne pouvaient par conséquent être attribués à l'Etat malgré les termes impératifs de l'instruction administrative. D'autres ont fait une distinction et considéré que l'expression « dépôts ou avoirs » de-

vait être entendue comme s'appliquant d'une part aux Billets à ordre et chèques indirects restant à payer, et, d'autre part, aux soldes de comptes courants de toute nature (comptes courants simples ou avec faculté d'escompte, comptes de dépôts de fonds, comptes courants d'avances créditeurs, etc...), aux arrérages de titres en dépôt libre ou en garantie, au capital provenant de l'amortissement de ces titres, aux reliquats d'avances ordinaires et d'opérations sur titres et aux reliquats figurant au crédit des divers comptes d'ordre. Et elles ont admis que les billets à ordre et chèques indirects restant à payer n'étaient prescrits au profit de l'Etat que si l'échéance de la prescription trentenaire tombait à une date postérieure à la date de mise en vigueur de la loi de 1920, tandis que tous les autres dépôts ou avoirs étaient prescrits au profit de l'Etat alors même que l'échéance du délai de trente ans tomberait à une date antérieure à la date de mise en vigueur de la loi.

Cette dernière solution, qui attache en somme un effet rétroactif aux dispositions de l'article 111 concernant les dépôts et avoirs, a dû engendrer de grosses difficultés pratiques. Beaucoup d'établissements de banque passaient antérieurement au compte « Profits et Pertes » les dépôts et avoirs atteints par la prescription et ont dû rechercher dans leurs

comptes anciens les sommes ainsi prescrites pour les porter sur le premier relevé à effectuer au domaine.

Quant aux chèques émis sur un banquier par ses correspondants au profit de tiers, ils sont inscrits, dès réception de l'avis de disposition dont ils font l'objet, par le banquier tiré au débit du compte du client et portés au crédit du compte « effets à payer ». L'Union syndicale des banquiers de Paris et de la Province estime qu'il y a lieu, comme pour les dépôts et avoirs, de considérer que leur montant est acquis au Trésor si ces chèques n'ont pas été présentés pendant trente ans, ou si leur contreva leur n'a fait l'objet, pendant le même laps de temps, d'aucune réclamation, soit de l'émetteur, soit du bénéficiaire (2).

Telles sont les quelques remarques qui nous ont paru devoir être signalées ici concernant les mesures prises par les établissements de banque pour l'exécution de l'article III de la loi du 25 juin 1920.

(2) V. J. Bouteron « Le Chèque », théorie et pratique, 1924, page 532.

CONCLUSION

Dans un intérêt d'ordre purement fiscal, le législateur a décidé, en 1920, d'attribuer au Trésor Public le montant des coupons, intérêts et dividendes atteints par la prescription quinquennale, les valeurs mobilières atteintes par la prescription trentenaire et les dépôts et avoirs en banque n'ayant fait l'objet de la part des ayants droit d'aucune opération ou réclamation depuis trente ans.

Nous avons successivement, au cours de cette étude, exposé les différents aspects de cette législation, examiné les conditions de la nouvelle prescription au profit de l'Etat et indiqué l'interprétation, véritablement forcée, qui avait été arbitrairement donnée des textes insuffisamment précis. Nous ne rappellerons pas ici toutes les inexactitudes, toutes les incohérences et surtout les entorses considérables aux principes juridiques les plus certains que contient l'institution de l'article 1111 de la loi du 25 juin 1920. Les développements qui précèdent témoignent

suffisamment que cette prescription au profit de l'Etat porte une atteinte sérieuse à certains principes de notre législation civile, en particulier aux règles fondamentales de la prescription.

Peut-être, si le besoin se faisait impérieusement sentir en 1920 de créer au profit de l'Etat de nouvelles ressources ne provenant pas de dispositions purement fiscales, eût-il été préférable de consacrer seulement l'attribution à l'Etat du montant des coupons atteints par la prescription quinquennale, du montant des valeurs mobilières venues à l'échéance, c'est-à-dire remboursées ou amorties depuis plus de trente ans, enfin, des sommes déposées en banque également atteintes par la prescription trentenaire : dans ces différents cas, le législateur se fût borné à substituer l'Etat aux sociétés, collectivités ou établissements de banque dans le bénéfice de la prescription du droit commun ; cette substitution dans la personne du bénéficiaire, malgré les difficultés déjà nombreuses qu'elle eût soulevées et si critiquable qu'elle eût été au point de vue juridique, n'eût sans doute pas paru aussi déconcertante aux juristes que la réglementation dont la loi du 25 juin 1920 a posé le fondement.

Mais on a voulu, c'est du moins ce que soutient formellement l'Administration de l'Enregistrement,

organiser une prescription nouvelle, disons plutôt, car il ne s'agit assurément pas ici de prescription, créer une situation toute particulière au profit de l'Etat : comme si les principes tutélaires et fondamentaux du droit pouvaient, au gré du législateur et quand les intérêts du Trésor sont en jeu, être méconnus ou même bouleversés librement ! Se fondant sur les termes pourtant assez peu nets de l'article III, on a prétendu, nous le savons, que l'Etat devait désormais acquérir, non pas seulement les valeurs mobilières ayant fait l'objet d'un remboursement ou d'un amortissement, mais les valeurs mobilières elles-mêmes ou plutôt la propriété des valeurs même non amorties ou non remboursées, sous cette condition que pendant trente ans le propriétaire n'aurait effectué sur elles aucune opération. Que pouvait-on imaginer de plus monstrueux ?

Il nous sera permis en terminant — et les circonstances actuelles renforcent singulièrement la valeur de cette observation — de déplorer, d'une manière générale, l'insuffisance de préparation de nos lois et de regretter, en particulier, que des considérations simplement fiscales puissent ainsi amener le législateur à porter gravement échec, sans égard aux conséquences qui peuvent en résulter, aux principes généraux qui dominent notre droit et

dont on ne saurait s'écarter sans faire œuvre nuisible, incohérente et d'application difficile. Encore une fois, les règles de notre législation civile sont d'un autre ordre que les intérêts passagers du fisc, à ceux-ci il faut éviter de sacrifier systématiquement celles-là et la fiscalité la plus exigeante peut parvenir à ses fins sans que pour cela nos codes soient nécessairement mis à mal.

Vu : *Le Doyen,*

Vu : *Le Président de la Thèse,*

H. BERTHÉLEMY.

R. PIÉDELIÈVRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — La nouvelle législation	4
CHAPITRE II. — Examen critique des différentes prescriptions établies au profit de l'Etat	23
1° Objet de la prescription. — Personnes assujetties	24
a) Coupons, intérêts ou dividendes	24
b) Valeurs mobilières	26
c) Dépôts en banque	28
2° Conditions de la prescription	37
a) Coupons, intérêts ou dividendes	52
b) Valeurs mobilières	59
c) Dépôts en banque	60
CHAPITRE III. — Obligations des établissements visés par la loi	70
CHAPITRE IV. — Application des prescriptions légales ..	96
1° Compétence et procédure	96
2° Pénalités	98
3° Non-rétroactivité de la nouvelle législation	100
4° Mesures d'exécution prises par les établissements assujettis, en particulier par les banques	104
CONCLUSION	109

